

Bureau du surintendant Office of the Superintendent
des institutions financières of Financial Institutions

Régime de pensions des membres du Parlement

Rapport actuariel (y compris le certificat de coût)

au 31 décembre 1991

Canada

**RÉGIME DE PENSION
DES
MEMBRES DU PARLEMENT**

RAPPORT ACTUARIEL
(y compris le certificat de coût)

AU 31 DÉCEMBRE 1991



Le 21 décembre 1993

L'honorable Arthur C. Eggleton, député
Président du Conseil du Trésor
Ottawa (Canada)
K1A 0R5

Monsieur,

Conformément à l'article 6 de la *Loi sur les rapports relatifs aux pensions publiques*, j'ai l'honneur de vous présenter mon rapport d'évaluation relatif à la révision actuarielle, au 31 décembre 1991, du régime de pension établi en vertu de la *Loi sur les allocations de retraite des parlementaires*. Ce rapport comprend le certificat de coût tel que l'exige l'article 5 de la *Loi sur les rapports relatifs aux pensions publiques*.

Le paragraphe 9(1) de la *Loi sur les rapports relatifs aux pensions publiques* stipule que le rapport doit être déposé au Parlement dans les trente jours de séance suivant la présentation au Ministre ou, si le Parlement ne siège pas, dans les trente premiers jours de séance suivants.

Veillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

L'actuaire en chef,

Bernard Dussault

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Page</u>
I. Introduction	1
II. Aperçu du régime	2
III. Méthode actuarielle	5
IV. Hypothèses d'évaluation	6
V. Conciliation du nombre de participants	15
VI. Données sur les participants et analyse	16
VII. Bilan d'évaluation	17
VIII. Certificat de coût	18
IX. Analyse de sensibilité	21
X. Conciliation du déficit actuariel et du coût normal	23
XI. Analyse actuarielle	25
XII. Données, remerciements et opinion actuarielle	33
 ANNEXES	
1 Résumé des dispositions du régime	34
2 Tableaux des hypothèses d'évaluation	46
3 Données sur les parlementaires	51
4 Données sur les prestataires	54

Rapport sur l'analyse actuarielle du régime de pension
établi en vertu de la *Loi sur les allocations de retraite
des parlementaires au 31 décembre 1991*

I. Introduction

La dernière analyse actuarielle du régime de pension établi en vertu de la *Loi sur les allocations de retraite des parlementaires* (LARP) remonte au 31 décembre 1988. Conformément aux alinéas 3(1)b) et 3(3)a) de la *Loi sur les rapports relatifs aux pensions publiques* (LRPP), la présente révision a été effectuée au 31 décembre 1991.

Conformément au paragraphe 3(2) de la LRPP, ce régime est réputé inclure les prestations connexes (ajustements pour inflation) payables en vertu de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires* (LPRS) ainsi que les éléments d'actif correspondants du Compte des prestations de retraite supplémentaires (CPRS). Quoiqu'il en soit, le Compte des allocations de retraite des parlementaires (CARP) et le CPRS ont été fusionnés le 1^{er} janvier 1992.

Aux fins du présent rapport, nous avons fait abstraction de toute réserve au titre des sénateurs nommés avant le 1^{er} juin 1965 (ci-après appelés «sénateurs nommés à vie»), car leurs prestations sont payables sur les recettes générales, et non sur le CARP.

Durant la période analysée (1^{er} janvier 1989 au 31 décembre 1991), le projet de Loi C-24, qui a été promulgué le 29 juin 1989, a modifié les dispositions du régime relatives aux prestations. Il a notamment abrogé les dispositions relatives à l'annulation des droits à une rente pour les conjoints et les enfants survivants lors d'un mariage ou d'un remariage. Cette modification a été examinée dans le cadre du rapport précédent.

Le projet de loi C-55, qui a reçu la sanction royale le 29 septembre 1992, a modifié bon nombre des dispositions de la LARP. Suivent trois des plus importants changements instaurés par ce projet de loi :

- établissement de conventions de retraite aux fins d'assujettissement à l'impôt;
- partage des prestations de retraite en cas de rupture de l'union matrimoniale;
- choix visant les prestations de conjoint survivant visant les unions matrimoniales établies après la retraite.

Le certificat de coût prévu par l'article 5 de la LRPP figure à la section VIII du présent rapport. Ce certificat, comme le reste du rapport, se fonde sur la version modifiée du régime, comme si le projet de loi C-55 était entré en vigueur le 31 décembre 1991, et non le 1^{er} janvier 1992.

II. Aperçu du régime

A. Introduction

Les dispositions du régime institué en vertu de la LARP, dans sa version modifiée par le projet de loi C-55, sont expliquées en détail à l'annexe 1. De façon générale, il prévoit le service d'une rente pleinement indexée aux parlementaires admissibles qui prennent leur retraite et à tous leurs survivants admissibles. Des montants forfaitaires sont aussi prévus dans certains cas. Les parlementaires cotisent au régime au taux de 11 % du salaire pour les députés et 7 % du salaire pour les sénateurs, et le gouvernement absorbe le reste des coûts.

Bien que le régime des parlementaires présente maintes similitudes avec les autres régimes offerts par le gouvernement (c'est-à-dire ceux de la Fonction publique, des Forces canadiennes et de la Gendarmerie royale du Canada), on dénote quelques différences significatives. Quelques-unes des principales caractéristiques de ce régime sont étudiées ci-bas.

B. Différences par rapport aux autres régimes de retraite publics

1. Calcul des prestations

Le taux annuel de constitution des prestations en vertu du régime est de 5 % pour les députés et de 3 % pour les sénateurs. Le taux de constitution des prestations s'applique à la rémunération moyenne des six meilleures années et les prestations sont payables immédiatement à la retraite, quel que soit l'âge, pourvu que le parlementaire ait siégé pendant au moins six ans. Toutefois, de façon générale, l'indexation ne prend effet qu'à l'âge de 60 ans.

Si un parlementaire prend sa retraite avant d'avoir siégé pendant six ans, il a droit uniquement au remboursement de ses cotisations, majorées des intérêts.

Des prestations sont aussi versées au conjoint et à chacun des enfants survivants admissibles, habituellement aux taux de 60 % et de 10 % respectivement de la prestation du parlementaire.

2. Hypothèses relatives à la rémunération et aux intérêts

La *Loi sur le Parlement du Canada* limite le montant des relèvements annuels sur la rémunération à un point de pourcentage au-dessous du moins élevé des éléments suivants : l'augmentation de l'indice des prix à la consommation (IPC) et

l'augmentation des gains hebdomadaires moyens pour l'ensemble des industries. Le *Règlement sur les allocations de retraite des parlementaires* stipule que l'intérêt à créditer au CARP à l'égard de chaque trimestre d'exercice est calculé à raison de 2,5 % du solde au crédit du Compte le dernier jour du trimestre précédent.

Afin d'établir les coûts, il est préférable de supposer que l'on puisse très bien apporter de temps en temps des ajustements ponctuels à la rémunération des députés et sénateurs de manière à conserver une relation raisonnablement uniforme entre la rémunération et l'ensemble des industries. De même, il serait prudent de prendre pour hypothèse que, si le niveau général des taux d'intérêt change, le règlement qui fixe l'intérêt devant être crédité au CARP pourrait être modifié.

Pour la présente évaluation, nous avons pris pour hypothèse que la rémunération des députés et des sénateurs reflétera en général les augmentations salariales qui se produiront dans l'ensemble des industries et que le taux d'intérêt crédité au Compte suivra le taux moyen crédité aux comptes des régimes de pension réunis de la Fonction publique, des Forces canadiennes et de la Gendarmerie royale du Canada. Ce taux se fonde sur le rendement hypothétique de ces comptes placés dans des obligations du gouvernement du Canada à 20 ans. La section IX du rapport présente les résultats obtenus à partir d'hypothèses autres que celles fondées sur la limitation des augmentations salariales et sur les taux d'intérêt à court terme.

C. Réforme des pensions

Le projet de loi C-55, qui modifiait certaines lois en matière de pensions, y compris la LARP, en plus d'édicter la *Loi sur le partage des prestations de retraite* (LPPR), a reçu la sanction royale le 29 septembre 1992.

Les dispositions du régime instauré en vertu de la LARP, dans sa version modifiée, figurent à l'annexe 1. Au nombre des modifications clés au régime antérieur dont il est question ci-après, seules celles liées au provisionnement (voir les points 1 et 2 ci-après) ont des répercussions financières appréciables. Les autres changements apportés par le projet de loi C-55 sont considérés comme n'ayant pas d'impact sur les coûts.

1. Les modifications visent essentiellement à rendre les régimes de retraite des parlementaires conformes aux nouvelles règles de la *Loi de l'impôt sur le revenu* touchant les régimes de retraite agréés. Pour ce faire, à compter du 1^{er} janvier 1992, le régime sera scindé en deux volets. Le premier englobera les éléments conformes aux règles d'agrément; l'autre, qui constituera une

«convention de retraite» aux fins de l'impôt sur le revenu, servira au paiement connexe de l'impôt remboursable. Cette approche est généralement sans conséquences pour les parlementaires, mais implique un coût plus élevé au promoteur du régime, à cause de l'impôt remboursable.

2. Dans sa version modifiée, la législation prévoit le provisionnement intégral, conformément aux principes actuariels, des engagements existants et futurs au titre des pensions. Le gouvernement doit cotiser suffisamment au régime pour financer les prestations à mesure qu'elles sont constituées. En outre, le CARP a été fusionné avec le volet connexe (à des fins d'indexation) du CPRS le 1^{er} janvier 1992. Les déficits actuariels dont feront état les rapports actuariels ultérieurs devront être comblés au moyen de versements annuels égaux répartis sur au plus 15 ans.
3. La LPPR, qui n'est pas encore en vigueur, prévoit le partage des prestations de retraite en cas de rupture de l'union conjugale (qui englobe l'union de fait). Le partage sera effectué, relativement aux années de cohabitation, sur la foi d'une demande de partage fondée sur une ordonnance émise par un tribunal ou sur un accord de séparation portant partage des prestations de retraite. Le conjoint du participant au régime ne peut toucher plus de 50 % de la valeur actuarielle des prestations acquises par le participant au cours de la période visée par le partage. Le calcul des prestations s'effectue selon les principes actuariels généralement reconnus, et le rajustement des prestations de retraite du participant par suite du partage sera prévu par règlement. Cette disposition est donc réputée ne pas avoir d'impact sur les coûts.
4. Dans sa version modifiée, la législation permet à un participant de faire un choix pour que son conjoint dans le cadre d'une union établie après la retraite touche des prestations, en contrepartie d'un coût établi selon les principes actuariels. Cette disposition n'est pas encore en vigueur; elle est également réputée ne pas avoir d'impact sur les coûts, car le retraité faisant le choix assume la totalité de ceux-ci.

Les estimés du coût normal ainsi que du passif actuariel du régime modifié figurent aux sections VII et VIII respectivement et se fondent sur la méthode et les hypothèses actuarielles décrites aux sections III et IV respectivement. Les répercussions financières du projet de loi C-55 font partie de l'analyse actuarielle (section XI).

III. Méthode actuarielle

A. Méthode actuarielle d'évaluation du passif

Nous avons utilisé la méthode actuarielle de répartition des prestations (nivellement des droits à la retraite) pour évaluer les prestations du régime. Selon cette méthode, les cotisations pour toute année sont suffisantes pour assurer le financement de toutes les prestations futures à l'égard du service au cours de l'année. Le passif actuariel correspond à la valeur actuarielle du total prévu des prestations cumulées à l'égard de la période de service écoulée jusqu'à la date d'évaluation.

Pour les députés et les sénateurs, les prestations reliées à l'indemnité de session s'accumulent à des taux tels que les pensions maximales sont acquises uniquement après 15 et 25 ans de service ouvrant droit à pension respectivement (à moins qu'il y ait mouvement d'une chambre à l'autre). Pour ces deux groupes, nous avons calculé les coûts normaux et le passif accumulé à l'égard des prestations définies en fonction de l'indemnité de session conformément à la formule du régime, c'est-à-dire que ces prestations s'accumulent au cours de la période de service des membres ouvrant droit à pension. Pour les prestations fondées sur des allocations supplémentaires¹ (y compris celle du Premier ministre), qui ne sont pas acquises sur un nombre maximum d'années, nous avons déterminé le coût normal et le passif actuariel selon l'hypothèse que ces prestations s'accumulent de façon uniforme et progressive pendant toute la période prévue de service des parlementaires.

Cette méthode est conforme aux recommandations contenues dans l'énoncé de comptabilité 5 pour le secteur public, publié en novembre 1988 par l'Institut canadien des comptables agréés et portant sur la comptabilisation des engagements liés aux régimes de pension dans les états financiers du gouvernement.

B. Méthode actuarielle d'évaluation de l'actif

L'actif représente les cotisations au régime moins les paiements des prestations, plus les intérêts. Il est indiqué à sa valeur comptable, c'est-à-dire qu'il n'est pas ajusté pour tenir compte des changements des valeurs marchandes ou des taux d'intérêt. Toutefois, en faisant des hypothèses dynamiques sur les taux d'intérêt, nous rendons compte du pouvoir de valorisation de cet actif.

¹ La définition d'«allocation supplémentaire» figure à la section A de l'annexe 1.

IV. Hypothèses d'évaluation

La présente section traite des hypothèses actuarielles utilisées aux fins de l'évaluation. Elle comporte trois rubriques : les hypothèses économiques, les hypothèses démographiques et les autres hypothèses. Compte tenu des faits récents et de nos perspectives, nous avons modifié bon nombre des hypothèses utilisées aux fins de l'évaluation précédente. L'analyse actuarielle à l'appui des modifications figure à la section XI.

A. Hypothèses économiques

1. Hypothèses économiques de base

Pour chaque année civile ultérieure, nous avons chiffré chacun des facteurs économiques de base suivants :

- le rendement moyen offert à l'achat d'une obligation fédérale à 20 ans (taux des nouveaux placements);
- l'augmentation de l'indice des prix à la consommation (IPC);
- l'augmentation de la rémunération hebdomadaire moyenne pour l'ensemble des activités économiques.

Pour élaborer ces hypothèses interreliées, nous avons examiné des prévisions économiques, y compris celles contenues dans le budget fédéral du 26 avril 1993. L'étude des prévisions économiques à long terme nous a permis de dégager trois grandes conclusions :

- le taux réel des nouveaux placements à long terme devrait se stabiliser à 3 % par année dans un avenir rapproché;
- le taux d'inflation augmentera progressivement pour atteindre 3 % par année;
- après avoir fluctué pendant la récession, les augmentations salariales réelles (gains de productivité) se stabiliseront à 1 % par année.

Chacune de ces conclusions diffère quelque peu de l'hypothèse correspondante utilisée dans le cadre de la dernière évaluation en regard de la période ultime (années 1999 et suivantes). Ces hypothèses ont été modifiées comme suit pour les raisons indiquées :

- Le taux d'intérêt réel ultime est maintenant de 3 % par année au lieu de 2,5 %; ce dernier taux semble modeste en regard des constatations des 25 dernières années et des plus récentes perspectives de l'économie canadienne (mondialisation des marchés, taille de la dette publique). En conséquence, nous avons retenu un taux de 3 % aux fins de notre évaluation.

- Le taux d'inflation hypothétique ultime est de 3 % par année au lieu de 3,5 %. L'inflation est demeurée relativement stable aux alentours de 4 à 5 % entre 1983-1991 avant de tomber à moins de 2 % en 1992. Puisqu'on s'attend à ce que l'inflation demeurera modérée, il apparaît opportun maintenant de réduire le taux hypothétique à long terme d'un demi point.
- Le taux hypothétique des gains de productivité est maintenant de 1 % par année au lieu de 1,3 %. Lors des récents rapports actuariels, il était envisagé de supposer ce taux de productivité. Nous croyons qu'il est temps de supposer intégralement ce taux réduit, qui reflète la moyenne des 25 dernières années.

Ces hypothèses sont semblables à celles retenues par le gouvernement comme «meilleure estimation de la direction» aux fins de l'évaluation des engagements au titre des régimes de pension dans les Comptes publics de 1991-1992. La principale différence tient aux gains de productivité ultimes, qui furent établis à 0,5 % par année aux fins de comptabilité.

2. Hypothèses économiques dérivées

À partir des hypothèses économiques de base (en faisant abstraction des restrictions appliquées aux salaires et aux taux d'intérêt mentionnées en II.B.2), nous avons pu déduire les hypothèses suivantes :

- le rendement projeté de la caisse;
- les taux d'intérêt aux fins d'évaluation;
- les pourcentages moyens d'augmentations applicables le 1^{er} janvier de chaque année à la rémunération des parlementaires;
- les indices de pension appliqués le 1^{er} janvier de chaque année.

Pour déterminer les deux premières hypothèses dérivées, nous avons supposé que, en appliquant une stratégie d'achat et de conservation, les trois principaux régimes de retraite publics (ceux de la Fonction publique, des Forces canadiennes et de la Gendarmerie royale du Canada) avaient accumulé un portefeuille composé uniquement d'obligations fédérales à 20 ans. Nous avons ensuite supposé qu'aucune cotisation ne serait versée à ces régimes après le 31 décembre 1991, car la valeur comptable des placements théoriques excédait le passif prévu des régimes à cette date. Nous avons ensuite extrapolé le rendement des caisses fermées au-delà de 1991 en supposant que la stratégie d'achat et de conservation serait maintenue et que les mouvements nets de trésorerie de chaque année (ou le montant des emprunts si les mouvements nets de trésorerie sont déficitaires) seraient réinvestis aux taux hypothétiques d'intérêt sur les nouveaux placements. Enfin, nous avons calculé les taux d'intérêt aux fins d'évaluation en réduisant le taux pertinent de rendement prévu de la caisse de 1 %, tout en évitant de le ramener à moins de 6 % par année. La marge ainsi incorporée via les taux d'intérêt demeure constante jusqu'en 2008 et ensuite diminue jusqu'à sa disparition en 2015, le taux d'intérêt ultime de 6 % par année étant alors atteint.

Tel qu'indiqué à la section II.C, un impôt remboursable sur les mouvements nets de trésorerie est prélevé sur le compte des conventions de retraite (CCR). Pour simuler ce coût additionnel, nous supposons que les taux d'intérêt aux fins d'évaluation servant à estimer la valeur actuarielle des prestations futures payées sur le CCR correspond à 50 % de ceux utilisés pour estimer la valeur actuarielle des prestations futures prélevées sur le CARP.

Les augmentations salariales annuelles des membres furent dérivées de la rémunération hebdomadaire moyenne pour l'ensemble des activités économiques. Nous avons toutefois tenu compte du gel des salaires des membres entre 1992 et 1994.

Enfin, nous avons obtenu les facteurs d'indexation des pensions en appliquant la formule décrite à la section 4 de l'annexe 1 aux taux hypothétiques d'augmentation de l'IPC.

Nous avons donc adopté les hypothèses économiques illustrées dans le graphique et le tableau qui suivent aux fins de la présente évaluation.

Graphique 1

HYPOTHÈSES ÉCONOMIQUES DYNAMIQUES UTILISÉES AUX FINS DE L'ÉVALUATION

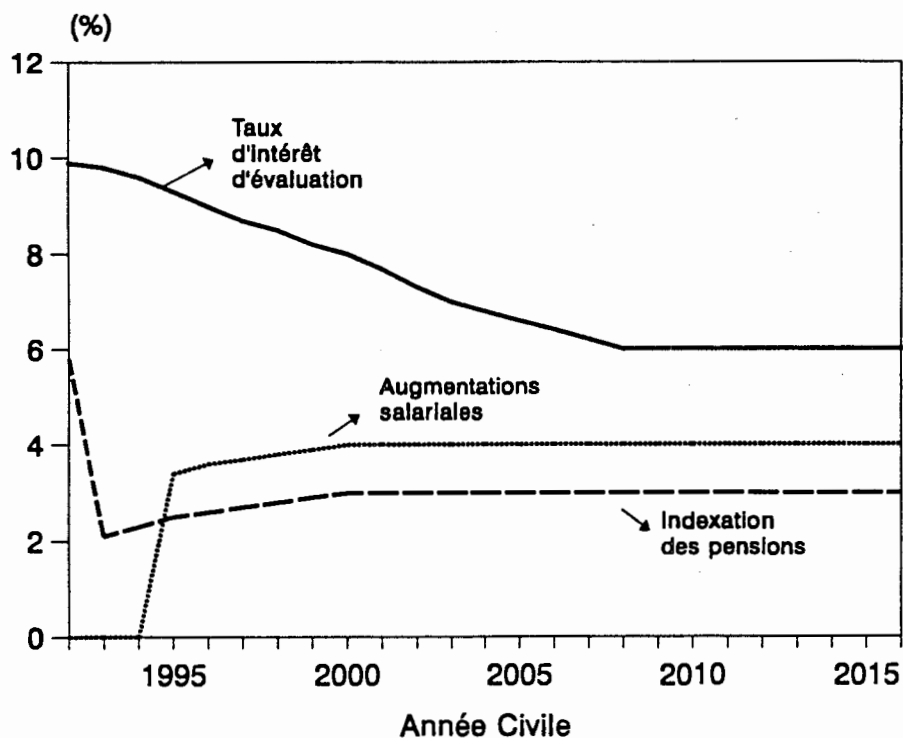


Tableau 1

HYPOTHÈSES ÉCONOMIQUES DYNAMIQUES
(Pourcentages)

Année civile	Hypothèses de base			Hypothèses dérivées			
	Taux d'int. sur nouveaux placements	Augmentation de l'ensemble des act. écon.	Augmentation de l'IPC	Rendement prévu du compte	Taux d'intérêt d'évaluation ²	Augmentation salariale ³	Indexation des pensions ³
1992	9,1	3,4	1,5	10,9	9,9	0,0	5,8
1993	7,7	3,1	2,5	10,8	9,8	0,0	2,1
1994	6,7	3,5	2,5	10,6	9,6	0,0	2,3
1995	6,0	3,6	2,6	10,3	9,3	3,4	2,5
1996	6,0	3,7	2,7	10,0	9,0	3,6	2,6
1997	6,0	3,8	2,8	9,7	8,7	3,7	2,7
1998	6,0	3,9	2,9	9,5	8,5	3,8	2,8
1999	6,0	4,0	3,0	9,2	8,2	3,9	2,9
2000	6,0	4,0	3,0	9,0	8,0	4,0	3,0
2001	6,0	4,0	3,0	8,7	7,7	4,0	3,0
2002	6,0	4,0	3,0	8,3	7,3	4,0	3,0
2003	6,0	4,0	3,0	8,0	7,0	4,0	3,0
2004	6,0	4,0	3,0	7,8	6,8	4,0	3,0
2005	6,0	4,0	3,0	7,6	6,6	4,0	3,0
2006	6,0	4,0	3,0	7,4	6,4	4,0	3,0
2007	6,0	4,0	3,0	7,2	6,2	4,0	3,0
2008	6,0	4,0	3,0	7,0	6,0	4,0	3,0
2009	6,0	4,0	3,0	6,9	6,0	4,0	3,0
2010	6,0	4,0	3,0	6,7	6,0	4,0	3,0
2011	6,0	4,0	3,0	6,4	6,0	4,0	3,0
2012	6,0	4,0	3,0	6,2	6,0	4,0	3,0
2013	6,0	4,0	3,0	6,1	6,0	4,0	3,0
2014	6,0	4,0	3,0	6,0	6,0	4,0	3,0
2015+	6,0	4,0	3,0	6,0	6,0	4,0	3,0

Les chiffres en caractères gras correspondent aux données réelles.

- 2 Ces taux s'appliquent au CARP. Pour les conventions de retraite, les taux correspondants sont la moitié de ceux du CARP.
- 3 Les augmentations annuelles hypothétiques d'indexation des pensions et de la rémunération sont fonction de la progression moyenne de l'IPC et de la rémunération moyenne pour l'ensemble des activités économiques au cours de la période de 12 mois terminée en septembre de l'année précédente. Ces augmentations prennent effet le 1^{er} janvier de chaque année.

B. Hypothèses démographiques

1. Nouveaux parlementaires

Pour estimer les coûts normaux indiqués dans le certificat de coût (section VIII), nous avons formulé certaines hypothèses quant au nombre, au sexe et à l'âge des nouveaux parlementaires entre 1992 et 1994. Les nouveaux parlementaires englobent les personnes élues à la Chambre des communes ou nommées au Sénat. Nous avons appliqué des hypothèses semblables aux parlementaires qui commencent à toucher des allocations supplémentaires.

Nous avons supposé le nombre de nouveaux parlementaires et leur répartition selon le sexe être tels que la population et la répartition par sexe de la Chambre et du Sénat demeureraient constantes à l'avenir.

La répartition, selon l'âge, des nouveaux députés et de ceux commençant à toucher des allocations supplémentaires entre 1992 et 1994 est fonction des données du régime entre 1982 et 1991. Quant à la répartition, selon l'âge, des nouveaux sénateurs entre 1992 et 1994, elle est fonction des données historiques particulières à ce groupe en raison de sa taille plus modeste. Nous avons également supposé que les nouveaux parlementaires touchant des allocations supplémentaires avaient tous siégé pendant au moins trois ans.

Les répartitions de ces groupes figurent au tableau 22 de l'annexe 2.

2. Députés

Les tableaux 18 à 21 de l'annexe 2 exposent la probabilité de départ de la Chambre des communes pour tout motif à l'exception d'un décès, la probabilité d'une élection générale, les taux de mortalité et les proportions de députés laissant un conjoint admissible au moment du décès. À l'exception des probabilités de départ et d'une élection générale, toutes les hypothèses varient selon le sexe.

La probabilité hypothétique de départ de la Chambre des communes a été déterminée pour chaque année en fonction de la probabilité d'une élection générale cette année-là. Aux fins des évaluations précédentes, les départs étaient réputés soit volontaires, soit involontaires. À partir des données antérieures, nous avons constaté que plus de députés que prévu se prévalaient d'un départ volontaire au cours d'une année d'élection. Nous avons donc fusionné les probabilités de départs volontaires et involontaires pour les années d'élection générale. Ces probabilités sont supérieures de 44 % à celles des départs involontaires supposées dans le cadre du rapport précédent. Par contre, les probabilités de départ pour une année sans élection sont inférieures de

65 % à celles des départs volontaires supposées dans le cadre du rapport précédent. Nous avons aussi supposé que, de toutes façons, les députés ne siègent pas au delà de l'âge 75.

Pour la première fois à l'occasion de la présente évaluation, les hypothèses sur la mortalité des députés tient compte à tous les âges de la baisse future prévue des taux de mortalité. Les taux de mortalité pour les années postérieures à 1992 ont été obtenus en appliquant les facteurs d'amélioration annuels aux taux hypothétiques de cette année (voir le tableau 20 de l'annexe 2). Les taux de mortalité au tableau 20 sont tirés de la Table GAM 1983 projetée à l'année 1992.

Puisqu'aucun avantage particulier (sauf l'indexation immédiate) n'est prévu en cas d'invalidité, nous avons intégré cette probabilité aux hypothèses de départ des députés siégeant à la Chambre. Nous avons aussi fait abstraction de la mortalité supérieure prévue des rentiers invalides et de l'indexation immédiate de leurs prestations. L'effet net de cette mesure de simplification est négligeable.

3. Sénateurs

La probabilité de départ a été fixée à zéro pour les sénateurs siégeant depuis moins de 6 ans et à 1 % par année pour les autres. Quoiqu'il en soit, les sénateurs ne peuvent siéger au delà de l'âge de 75.

Quant à la mortalité, on a procédé de la même façon que dans le cas des députés siégeant à la Chambre.

Puisqu'aucun avantage particulier n'est prévu en cas d'invalidité, nous avons intégré cette probabilité aux hypothèses de cessation des sénateurs.

4. Premier ministre

Nous avons supposé que le Premier ministre conserverait son poste jusqu'à ce qu'il cesse de siéger à la Chambre. En d'autres mots, les taux de départ des députés siégeant à la Chambre s'appliquent aussi au Premier ministre. Il en va de même des hypothèses sur la mortalité.

5. Rentiers

Dans le cas des rentiers, la seule cause de départ est la mortalité, que l'on suppose conforme à la Table GAM 1983, pleinement projetée à compter de 1983.

À l'instar de l'évaluation précédente, les hypothèses sur la mortalité tiennent compte de la baisse future prévue des taux de mortalité à tous les âges. Les taux de mortalité pour les années postérieures à 1992 ont été obtenus en appliquant les facteurs d'amélioration annuels aux taux de mortalité de 1992 (voir le tableau 20 de l'annexe 2). Les nouveaux facteurs de projection sont quelque peu plus élevés que ceux de l'évaluation précédente pour les hommes de 55 à 91 ans inclusivement ainsi que pour les femmes de 56 à 85 ans inclusivement.

6. Conjoints survivants

Pour estimer la valeur de la pension payable aux conjoints survivants suite au décès de parlementaires et de rentiers, nous avons établi une hypothèse quant la proportion de parlementaires et de rentiers ayant un conjoint admissible au décès. Par rapport à l'estimation contenue dans l'évaluation précédente, la proportion de personnes mariées figurant au tableau 21 de l'annexe 2 est moins élevée pour les hommes et les femmes jusqu'à l'âge 55, presque la même entre 56 et 65 ans, et plus élevée par la suite.

Nous avons conservé les mêmes hypothèses de l'évaluation précédente quant à l'âge moyen du conjoint survivant au moment du décès du parlementaire ou du rentier. Nous avons supposé que les femmes ont trois ans de moins que leur conjoint.

Comme dans le cadre de l'évaluation précédente, nous avons supposé que les taux de mortalité des conjoints survivants sont identiques à ceux des parlementaires de même âge et de même sexe.

7. Enfants

Nous avons supposé que chaque parlementaire ou rentier marié a, au moment de son décès, trois enfants ayant respectivement 28, 30 et 32 ans de moins que le père et que tous les enfants bénéficiaires demeureraient admissibles à des prestations jusqu'à l'âge de 23 ans, qu'ils soient ou non aux études. Nous avons fait abstraction de l'effet de la mortalité sur la valeur de la pension payable aux enfants admissibles, car l'effet de la mortalité infantile sur les projections est à toutes fins pratiques négligeable.

C. Autres hypothèses

1. Probabilité d'une élection générale

Voici les résultats observés depuis la Confédération :

Tableau 2

FRÉQUENCE DES ÉLECTIONS GÉNÉRALES

Durée en années de la législature depuis l'élection générale précédente (selon l'entier le plus rapproché)	Nombre d'élections générales au cours d'une année donnée depuis l'élection générale précédente, selon la position de la législature en cours	
	<u>Majoritaire</u>	<u>Minoritaire</u>
1	1	4
2	-	1
3	1	2
4	14	1
5	<u>9</u>	<u>-</u>
	25	8

La plus récente élection générale considérée au tableau 2 est celle du 21 novembre 1988. Avant 1917, toutes les élections générales avaient donné lieu à des gouvernements majoritaires. Les caractéristiques des législatures de 1917 et les subséquentes se présentent comme suit :

Tableau 3

CARACTÉRISTIQUES DES PARLEMENTS SUCCESSIFS

Position précédant l'élection générale	Probabilité d'être dans la position indiquée ci-après suivant l'élection générale	
	<u>Majoritaire</u>	<u>Minoritaire</u>
Majoritaire	8/13	5/13
Minoritaire	5/9	4/9

À l'aide de ces données, nous avons établi des probabilités d'élection générale qui varient à l'égard de chaque année civile future. En établissant ces probabilités, nous avons tenu compte du fait qu'il n'y a pas eu d'élection générale entre novembre 1988 et décembre 1992 et qu'un gouvernement majoritaire a été élu aux dernières élections (de 1988). Les probabilités figurant au tableau 19 de l'annexe 2 convergent vers une valeur à long terme de 0,303, ce qui signifie que des élections générales sont déclenchées tous les 3,3 ans en moyenne.

2. Nature des facteurs de départ

Nous avons supposé que tous les départs étaient permanents, et donc qu'aucun retour au Parlement ne se matérialiserait. En d'autres mots, aucun député ou sénateur ayant quitté la Chambre ou le Sénat n'y reviendrait. Toutefois, si un tel événement se produit réellement, il est pris en compte lors de l'évaluation suivante. À notre avis les écarts produits par cette approche n'ont guère d'impact significatif sur l'estimation des coûts normaux ou du passif actuariel.

3. Frais d'administration

L'estimation du passif actuariel et des coûts normaux ne tient pas compte des frais d'administration du régime.

V. Conciliation du nombre de participants

Les tableaux 4 et 5 découlent des données sur le régime.

Tableau 4

CONCILIATION DU NOMBRE DE PARLEMENTAIRES

	Députés	Sénateurs	Total
Au 31 décembre 1988	294	90	384
Nouveaux parlementaires	5 ⁴	25 ⁵	30
Cessations	(3)	(12)	(15)
Décès	(1)	(4)	(5)
Au 31 décembre 1991	295	99 ⁶	394

Tableau 5

CONCILIATION DU NOMBRE DE PRESTATAIRES

	Rentiers	Survivants	
		Conjoints	Enfants
Au 31 décembre 1988	340	91	2
Rétablissement en vertu du projet de loi C-24	-	4	0
Nouveaux prestataires	13	17	4
Réélection à la Chambre des communes	(1)	-	-
Nomination au Sénat	(2)	-	-
Atteinte de l'âge 18, ou 25 s'il s'agit d'un étudiant fréquentant l'école ou l'université	-	-	(2)
Décès	(30)	(11)	0
Suppressions ⁷	(3)	(22)	0
Au 31 décembre 1991	317	79	4

4 Comprend un ancien député qui a été réélu à la Chambre.

5 Comprend deux anciens parlementaires qui ont été nommés au Sénat.

6 Ne comprend pas quatre sénateurs nommés avant le 1^{er} juin 1965 ainsi qu'un siège vacant.

7 Suppression de rentiers et de survivants de sénateurs nommés avant le 1^{er} juin 1965, à l'égard desquels les prestations sont versées directement du Trésor.

VI. Données sur les participants et analyse

A. Parlementaires

À la fin de 1991, on dénombrait 394 parlementaires, dont 55 femmes. En moyenne, les députés avaient 50,9 ans et comptaient 8,4 années de service ouvrant droit à pension, contre 61,5 et 12,9 ans respectivement pour les sénateurs. En 1992, l'indemnité de session annuelle était de 64 400 \$. En outre, 99 membres touchaient des allocations supplémentaires de 26 216 \$ en moyenne.

Le détail des données sur l'âge, les années de service ouvrant droit à pension et la rémunération moyenne des députés et sénateurs figure à l'annexe 3.

B. Rentiers et survivants

À la fin de 1991, 400 personnes touchaient des prestations dans le cadre du régime : 317 rentiers (dont 15 femmes) et 83 survivants. L'âge moyen des rentiers était de 67,5 ans et celui des conjoints survivants de 73,6 ans. À cette même date (compte tenu de l'indexation au 1^{er} janvier 1992 mais non de l'indexation différée), les prestations annuelles totalisaient 9 738 906 \$, soit 24 347 \$ par bénéficiaire.

Le tableau 26 de l'annexe 4 fait état de toutes les prestations en cours de paiement, selon le type et la source. Les tableaux 27 à 29 portent sur la répartition des prestations en cours de paiement selon l'âge et le type de prestation.

Les montants annuels des prestations indiqués aux tableaux 26 à 29, desquels sont tirés les données qui précèdent, tiennent compte de l'indexation à 5,8 % appliquée le 1^{er} janvier 1992 en vertu de la LARP.

VII. Bilan d'évaluation

Nous résumons ici les résultats de l'évaluation actuarielle au 31 décembre 1991 (compte tenu des événements du 1^{er} janvier 1992) du régime de pension établi en vertu de la LARP en se fondant sur la méthode actuarielle et les hypothèses décrites aux sections III et IV et sur les données résumées à la section VI.

Tableau 6

BILAN (en millions de dollars)

Actif et déficit actuariel	<u>CARP</u>	<u>CCR</u>	<u>TOTAL</u>
Solde des comptes au 31 décembre 1991	42,7	0,0	42,7
Crédits spéciaux du 1 ^{er} janvier 1992	157,9	0,1	158,0
Valeur actuarielle des cotisations futurs des membres et des crédits équivalents du gouvernement au titre des services passés	<u>0,6</u>	<u>0,0</u>	<u>0,6</u>
Actif total	201,2	0,1	201,3
Déficit actuariel	<u>10,9</u>	<u>1,3</u>	<u>12,2</u>
Total de l'actif et du déficit actuariel	212,1	1,4	213,5
 Passif actuariel			
<hr/>			
Prestations futures aux membres			
• Chambre des communes	79,9	0,0	
• Sénat	15,3	0,0	
• Premier ministre	<u>0,0</u>	<u>0,6</u>	
	95,2	0,6	95,8
Prestations aux rentiers			
• Chambre des communes	98,5	0,0	
• Sénat	7,1	0,0	
• Premier ministre	<u>0,0</u>	<u>0,8</u>	
	105,6	0,8	106,4
Prestations aux survivants			
• Conjoint	11,3	0,0	
• Enfants	<u>0,0</u>	<u>0,0</u>	
	<u>11,3</u>	<u>0,0</u>	<u>11,3</u>
Passif actuariel total	212,1	1,4	213,5

VIII. Certificat de coût

Nous avons évalué le coût normal du régime en appliquant les méthodes actuarielles décrites à la section III aux hypothèses décrites à la section IV et aux données résumées à la section VI.

Le coût normal, en pourcentage de la masse salariale ouvrant droit à pension⁸, s'établit comme suit à l'égard de chacune des trois prochaines années :

Tableau 7

COÛT RELATIVEMENT AU CARP
(en pourcentage de la masse salariale ouvrant droit à pension)

Année	Groupe	Masse salariale ouvrant droit à pension (millions \$)	Payable par les parlementaires	Coût imputable au gouvernement	Coût normal
1992	Chambre des communes	19,1	3,93	10,35	14,28
	Sénat	5,6	3,74	6,61	10,35
	Total	24,7	3,89	9,51	13,40
1993	Chambre des communes	21,1	3,94	10,57	14,51
	Sénat	5,5	3,76	7,32	11,08
	Total	26,6	3,90	9,90	13,80
1994	Chambre des communes	19,1	4,00	11,71	15,71
	Sénat	5,7	3,66	8,24	11,90
	Total	24,8	3,92	10,92	14,84

⁸ La masse salariale ouvrant droit à pension comprend :

- a) les indemnités de session versées :
 - (i) aux députés ayant cumulé moins de 15 années de service,
 - (ii) aux sénateurs ayant cumulé moins de 25 années de service;
- b) les allocations supplémentaires pour lesquelles les cotisations facultatives sont versées par les députés et les sénateurs, ainsi que les allocations supplémentaires versées au Premier ministre.

Tableau 8

COÛT NORMAL RELATIVEMENT AU CCR
(en pourcentage de la masse salariale ouvrant droit à pension)

Année	Groupe	Masse salariale ouvrant droit à pension (millions \$)	Payable par les parlementaires	Coût imputable au gouvernement	Coût normal
1992	Chambre des communes	19,1	7,19	60,02	67,21
	Sénat	5,6	3,56	10,98	14,54
	Premier ministre	0,1	7,00	111,17	118,17
	Total	24,7 ⁹	6,39	49,27	55,66
1993	Chambre des communes	21,1	7,15	60,49	67,64
	Sénat	5,5	3,59	12,10	15,69
	Premier ministre	0,1	7,00	115,35	122,35
	Total	26,6 ⁹	6,43	50,83	57,26
1994	Chambre des communes	19,1	7,12	67,95	75,07
	Sénat	5,7	3,69	13,04	16,73
	Premier ministre	0,1	7,00	143,84	150,84
	Total	24,8 ⁹	6,36	55,85	62,21

Les estimations de coûts dans ce rapport ont trait aux pensions fondées sur l'ensemble des indemnités de session et des allocations supplémentaires.

La masse salariale ouvrant droit à pension, estimée pour l'année civile 1992, figure au tableau 9 :

Tableau 9

MASSE SALARIALE OUVRANT DROIT À PENSION - ANNÉE CIVILE 1992
(en millions de dollars)

	Indemnité de session	Allocations supplémentaires	Total
Chambre des communes	16,6	2,5	19,1
Sénat	5,4	0,2	5,6
Total	22,0	2,7	24,7

⁹ Le traitement du Premier ministre n'est pas ajouté au total, car il fait déjà partie de la masse salariale des députés.

En appliquant les taux de coût normal des tableaux 7 et 8 à la masse salariale ouvrant droit à pension indiquée au tableau 9, on obtient un coût normal total de 17,1 millions de dollars pour 1992 (13,40 % plus 55,66 % de 24,7 millions de dollars), ou 69,1 % de la masse salariale ouvrant droit à pension.

Les hypothèses économiques dynamiques tiennent compte du rendement élevé courant sur les placements du compte de pension de retraite de la Fonction publique, du compte de pension de retraite des Forces canadiennes et du compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada. Elles traduisent aussi le fait que les rendements sur les nouveaux placements, les hausses du coût de la vie et les augmentations salariales varient selon l'année civile jusqu'à l'année ultime.

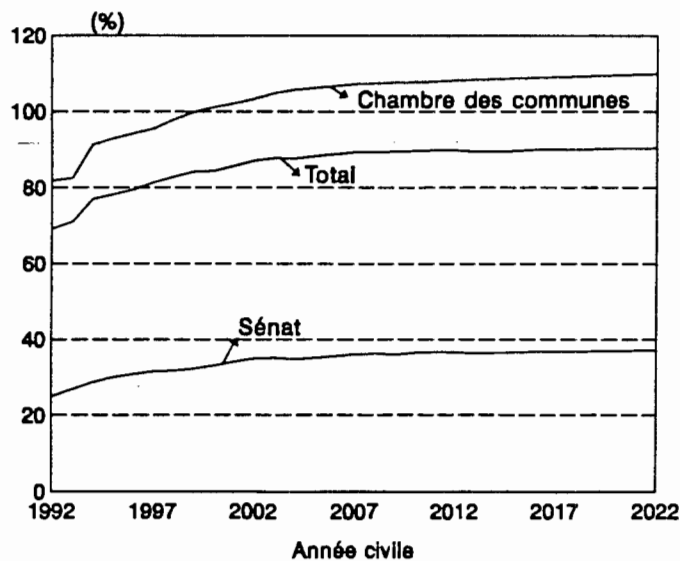
Puisque le coût normal total de 1992, estimé à 69,1 % de la masse salariale ouvrant droit à pension, repose sur des hypothèses qui reflètent à la fois les taux d'intérêt réels ultimes et les taux courants plus élevés, cette estimation ne doit pas être considérée comme un indice du coût normal à long terme (ultime) du régime.

Le graphique 2 illustre la tendance du coût normal au cours des prochaines années si les hypothèses économiques se concrétisent au cours de la période à l'étude. Tel qu'indiqué au graphique, le coût normal anticipé à long terme (ultime) du régime atteindra 92 % de la masse salariale ouvrant droit à pension.

Graphique 2

PROJECTION DU COÛT NORMAL

(en pourcentage de la masse salariale ouvrant droit à pension)



IX. Analyse de sensibilité

On examine ici la sensibilité des résultats d'évaluation à des variations des hypothèses économiques. Le tableau 10 ci-bas illustre l'effet de certaines variations des hypothèses économiques. Suivent des commentaires.

Tableau 10

**SENSIBILITÉ DU COÛT NORMAL TOTAL ET DU PASSIF ACTUARIEL
AUX VARIATIONS DES HYPOTHÈSES ÉCONOMIQUES**

	<u>Passif actuariel (millions \$)</u>		<u>Coût normal total (%)</u>	
	Montant	Écart	% de la masse salariale ouvrant droit à pension	Écart
Hypothèses d'évaluation de 1991	213,5		69,1	
Variation des taux d'intérêt				
Retrait de la marge	192,2	21,3	63,4	5,7
Ajout de 1 % ¹⁰	188,0	25,5	61,0	8,1
Selon les règlements en vigueur	158,8	54,7	46,7	22,4
Variation des augmentations salariales				
Réduction de 0,5 % ¹⁰	212,5	1,0	68,1	1,0
Selon les règlements en vigueur	210,1	3,4	65,7	3,4
Variation du taux d'indexation des pensions				
Réduction de 1 % ¹⁰	192,5	21,0	60,0	9,1

A. Variation de l'hypothèse sur les taux d'intérêt

Un retour accéléré à des taux d'intérêt réels plus traditionnels augmenterait le déficit actuariel. La marge (décrite à la section IV parmi les hypothèses économiques) au titre des taux d'intérêt prévus assure une certaine protection à cet égard. Si nous éliminions cette marge, le passif actuariel au 31 décembre 1991

¹⁰ Une variation dans le sens contraire aurait un effet contraire.

serait réduit à 192,2 millions de dollars (et le déficit actuariel de 12,2 millions deviendrait un excédent actuariel de 9,1 millions de dollars), tandis que le coût normal de 1992 serait réduit de 69,1 % à 63,4 % de la masse salariale ouvrant droit à pension.

L'évaluation du passif actuariel repose sur un taux hypothétique d'intérêt réel (c'est-à-dire net d'inflation) à long terme d'environ 3 %, ce qui pourrait être considéré assez cohérent par rapport au rendement prévu sur les obligations à long terme du gouvernement. Si les fonds de la caisse étaient placés dans le secteur privé, on pourrait normalement s'attendre à un taux d'intérêt supérieur d'un point de pourcentage. Si le taux d'intérêt hypothétique d'évaluation était augmenté de 1 % à l'égard de chaque année future, le passif actuariel serait réduit à 188,0 millions de dollars et le coût normal en 1992 représenterait 61,0 % de la masse salariale ouvrant droit à pension.

En outre, si le taux d'intérêt couramment prescrit de 2,5 % par trimestre s'appliquait dès maintenant et demeurerait constant, le passif actuariel, sans marge aucune, serait réduit à 158,8 millions de dollars et le coût normal représenterait 46,7 % de la masse salariale ouvrant droit à pension.

B. Variation de l'hypothèse sur les augmentations salariales

L'estimation du passif actuariel se fonde sur des gains de productivité (c'est-à-dire sur des augmentations salariales réelles) ultimes d'environ 1 % par année. Les Comptes publics de 1991-1992 reposent sur des augmentations d'environ 0,5 % (d'après la «meilleure estimation de la direction»). Si on retranchait 0,5 % des augmentations salariales hypothétiques à compter de 1995, le passif actuariel diminuerait de 1,0 million de dollars et le coût normal en 1992, de 1,0 % de la masse salariale ouvrant droit à pension.

De même, si la réglementation en vigueur régissant les augmentations salariales était maintenue en permanence et si ces restrictions salariales étaient appliquées à compter de 1995, le passif actuariel serait réduit à 210,1 millions de dollars, et le coût normal à 65,7 % de la masse salariale ouvrant droit à pension.

Il est à noter que l'effet d'une variation de l'hypothèse sur les augmentations salariales est moindre que ce à quoi on aurait pu s'attendre, à cause du gel de deux ans des salaires en cours ainsi que l'imminence d'une élection générale.

C. Variation de l'hypothèse sur l'indexation

Cette évaluation suppose que l'indice des prix à la consommation, qui sert à déterminer l'indexation des pensions, subira une progression ultime de 3,0 % par année. Si le taux d'indexation de toutes les prestations futures était réduit de 1,0 % par année, le passif actuariel chuterait de 21,0 millions de dollars et la cotisation pour services futurs diminuerait de 9,1 % de la masse salariale ouvrant droit à pension.

X. Conciliation du déficit actuariel et du coût normal

Selon le rapport actuariel précédent, le déficit actuariel (c'est-à-dire l'excédent du passif actuariel sur l'actif) était de 144,4 millions de dollars. Il a maintenant diminué de 132,2 millions pour s'établir à 12,2 millions de dollars.

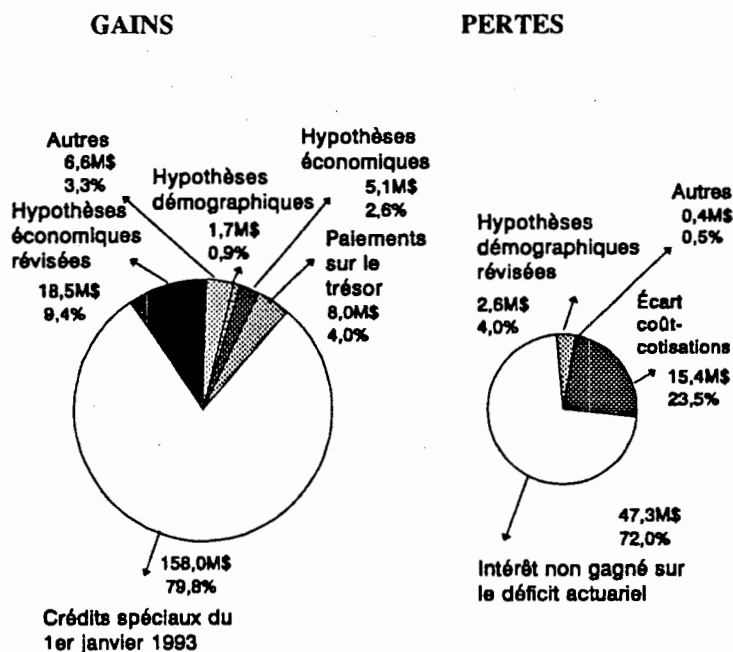
Selon le rapport précédent, le coût normal représentait 39,5 % de la masse salariale ouvrant droit à pension en 1989 et devait augmenter pendant quelques années, presque uniquement par suite de la transition progressive des hypothèses économiques dynamiques aux hypothèses économiques ultimes et en raison de l'imminence d'une élection générale. Le coût normal pour 1992 (qui ne figurait pas dans le rapport précédent) était de 45,3 % de la masse salariale ouvrant droit à pension. Il est maintenant estimé à 69,1 % de la masse salariale ouvrant droit à pension (voir la section VIII du présent rapport), ce qui dépasse l'estimation précédente pour 1992.

Le graphique 3 expose les principaux éléments de gains et de pertes. Le tableau 11 dresse la liste des facteurs de conciliation de l'évolution du déficit actuariel et du coût normal total depuis la dernière évaluation. Ces facteurs sont ensuite analysés à la section XI.

Graphique 3

CONCILIATION DU DÉFICIT ACTUARIEL

(en millions \$ et en pourcentage des gains et des pertes)



Total des gains : 197,9 millions \$
 Total des pertes : 65,7 millions \$
 Réduction nette du déficit actuariel : 132,2 millions \$

Tableau 11

CONCILIATION DU DÉFICIT ACTUARIEL ET DU COÛT NORMAL

	Déficit actuariel (millions \$)	Coût normal total (% de la masse salariale ouvrant droit à pension)
Au 31 décembre 1988	144,4	39,5
Hausse prévue jusqu'en 1991	47,3	6,2
Correction des données et des comptes	(1,8)	(0,4)
Cotisations inférieures au coût normal	15,4	
Paiements d'indexation prélevés directement sur le Trésor	(8,0)	-
Crédits spéciaux du 1 ^{er} janvier 1992	(158,0)	-
Impact du projet de loi C-55	0,3	28,0
Gains et pertes économiques réalisés		
Revenu d'intérêt	(0,9)	
Augmentations salariales	(5,0)	
Indexation des pensions	<u>0,9</u>	
Total partiel	(5,0)	-
Gains et pertes démographiques réalisés		
Décès de parlementaires et de prestataires	0,4	
Départs involontaires (Chambre des communes)	(0,1)	
Départs volontaires (Chambre des communes)	(1,1)	
Proportion laissant un conjoint admissible	0,1	
Retour au Parlement	<u>(1,0)</u>	
Total partiel	(1,7)	-
Révision des hypothèses économiques		
Revenu d'intérêt	(0,7)	(0,1)
Augmentations salariales	(3,4)	(1,9)
Indexation des pensions	<u>(14,5)</u>	<u>(2,6)</u>
Total partiel	(18,6)	(4,6)
Révision des hypothèses démographiques		
Décès de prestataires	3,8	0,7
Décès de parlementaires	(1,3)	(0,1)
Départs	1,2	(0,2)
Probabilité d'une élection générale	(1,9)	(0,7)
Proportion laissant un conjoint admissible	<u>0,8</u>	<u>0,1</u>
Total partiel	2,6	(0,2)
Divers	(4,7)	0,6
Au 31 décembre 1991	12,2	69,1

XI. Analyse actuarielle

La section qui précède traite des diverses sources de gains actuariels réalisés et de pertes actuarielles subies par le régime au cours de la période de trois ans terminée le 31 décembre 1991, ainsi que les répercussions financières de la révision des hypothèses actuarielles. Il sera ici question des éléments les plus importants.

A. Hausse prévue jusqu'en 1991

Le déficit actuariel a grimpé de 47,3 millions de dollars en raison de l'intérêt couru, calculé aux taux composés prévus dans le rapport de 1988. La hausse prévue du coût normal total (6,2 % de la masse salariale ouvrant droit à pension) est presque entièrement imputable à une transition partielle vers les hypothèses économiques ultimes et à l'imminence d'une élection générale.

B. Correction des données et des comptes

La correction des données utilisées lors de l'évaluation précédente a eu pour effet de réduire le déficit actuariel de 0,4 million de dollars et d'amputer le coût normal de 0,4 % de la masse salariale ouvrant droit à pension. L'examen des comptes révèle en outre que les prestations en souffrance de 1,5 million de dollars figurant au bilan du rapport précédent avaient été surestimées de 1,4 million de dollars. Ces deux corrections font que le déficit actuariel a été réduit de 1,8 million de dollars.

C. Cotisations inférieures au coût normal

Une augmentation de 15,4 millions de dollars du déficit actuariel provient d'une partie des paiements au titre du coût normal qui n'ont pas été effectués. Conformément à la loi en vigueur à l'époque, le gouvernement a versé une cotisation équivalente à celles des membres au CARP (6,5 millions de dollars) et au CPRS (0,8 million de dollars), alors que le coût normal calculé selon les taux figurant dans le certificat de coût de 1988 pour 1989 à 1991, était de 29,1 millions de dollars. Cet écart de 15,4 millions de dollars comprend les intérêts sur la tranche impayée du coût normal, calculés à l'aide des hypothèses du rapport d'évaluation de 1988. Soulignons que le projet de loi C-55 prévoit maintenant le provisionnement intégral et continu du régime.

D. Paiements d'indexation prélevés directement sur le Trésor

En vertu de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires* (avant modification selon le projet de loi C-55), les prestations supplémentaires payables en sus des cotisations versées par les membres ou pour leur compte au CPRS (majorées des intérêts) ont été imputées directement au Trésor. Puisque ces prestations n'ont pas été payées sur le CARP, le régime a réalisé un gain de 8,0 millions de dollars.

E. Crédits spéciaux du 1^{er} janvier 1992

En application du projet de loi C-55, un crédit de 158,0 millions de dollars a été versé au titre du déficit actuariel du CARP au 1^{er} janvier 1992 et une somme de 0,1 million de dollars a été virée au CCR.

F. Impact du projet de loi C-55

Le projet de loi C-55 a eu pour effet d'ajouter 1,4 millions de dollars au déficit actuariel du CCR et de réduire de 1,1 millions de dollars le passif du CARP le 1^{er} janvier 1992. Le coût normal de 1992 a aussi grimpé de 28,0 % de la masse salariale ouvrant droit à pension en raison du coût additionnel des conventions de retraite. Ce coût additionnel est attribuable à la nature non-productive de l'impôt remboursable qui réside auprès de Revenu Canada.

G. Gains et pertes réalisés et variation des hypothèses d'évaluation

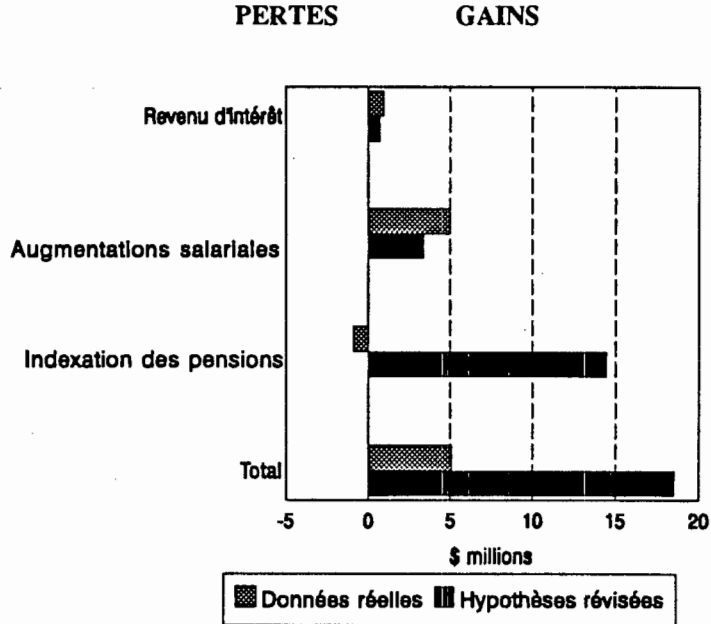
Voici une discussion de l'impact des gains et des pertes réalisés (c'est-à-dire constatés au cours de la période de trois ans écoulée depuis la dernière évaluation par opposition aux hypothèses actuarielles utilisées dans l'évaluation en date du 31 décembre 1988) et de la révision des hypothèses actuarielles, sur le déficit actuariel et sur le coût normal.

1. Données réelles et hypothèses économiques

Le graphique ci-après montre la contribution de chaque hypothèse économique au gain de 5,0 millions de dollars réalisé et à celui de 18,6 millions de dollars découlant de la révision des hypothèses économiques.

Graphique 4.

GAIN RÉSULTANT DES HYPOTHÈSES ÉCONOMIQUES
(millions \$)



L'évaluation précédente se fondait sur des hypothèses économiques dynamiques (concernant les taux d'intérêt, les augmentations salariales et l'indexation des pensions) quelque peu différentes de celles retenues aux fins du présent rapport. Suit une comparaison des hypothèses et des résultats observés :

- a) Revenu d'intérêt : Depuis la dernière évaluation, le montant des intérêts porté au crédit du CARP et du CPRS a dépassé les prévisions, ce qui explique la diminution du déficit actuariel de 0,9 million de dollars.
- b) Augmentations salariales : L'évaluation précédente ne tenait pas compte de la limitation, par voie législative, des augmentations salariales des membres de la Chambre et du Sénat, sauf dans la mesure où des données réelles étaient disponibles. Les estimations antérieures se fondaient sur l'hypothèse selon laquelle les augmentations de traitement suivraient la progression de la rémunération pour l'ensemble des activités économiques. Ce gain s'est accru par suite de la décision du gouvernement de ne pas accorder d'augmentation annuelle des indemnités de session et de réduire les allocations supplémentaires de 5 % en 1992. En réalité, les restrictions sur les augmentations salariales ont eu pour effet d'amputer le déficit actuariel prévu antérieurement de 5,0 millions de dollars.

- c) Indexation des pensions : Nous avons utilisé les taux observés pour 1990 et 1991, puisqu'ils étaient disponibles pour la préparation du rapport de 1988. Le taux observé pour 1992 est supérieur de 0,8 % aux prévisions, d'où une perte de 0,9 million de dollars.

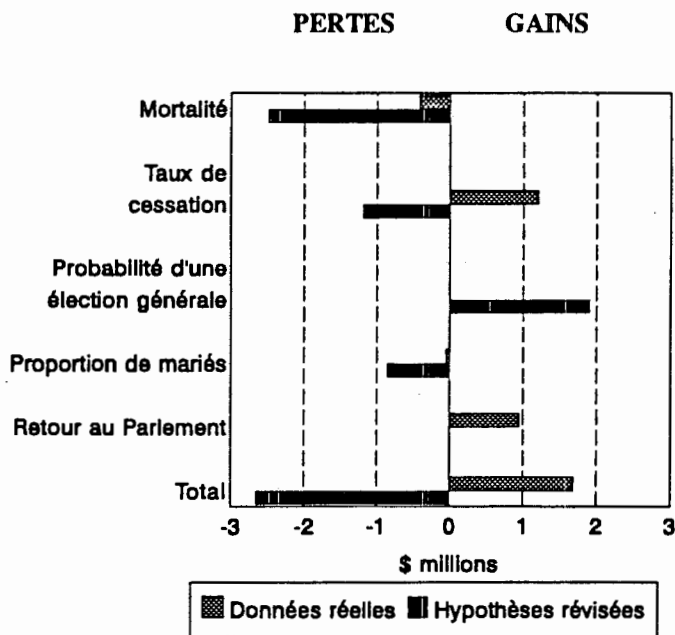
L'adoption d'hypothèses économiques révisées pour les années 1992 et suivantes constitue de loin le plus important des nombreux changements apportés aux hypothèses actuarielles et explique la baisse du déficit actuariel (de 18,6 millions de dollars) et du coût normal (de 4,6 % de la masse salariale ouvrant droit à pension), surtout en raison de la diminution des attentes à l'égard du coût de la vie.

2. Données réelles et hypothèses démographiques

Le graphique ci-après montre la contribution de chaque facteur démographique au gain d'exercice réalisé de 1,7 million de dollars (c'est-à-dire à la réduction du déficit actuariel) et à la perte de 2,6 millions de dollars (c'est-à-dire à la hausse du déficit actuariel) découlant de la révision des hypothèses démographiques.

Graphique 5

GAIN RÉSULTANT DES HYPOTHÈSES DÉMOGRAPHIQUES



a) Mortalité

Le régime a subi une perte réelle de 0,4 million de dollars depuis la dernière évaluation en raison de la mortalité. La révision des hypothèses à ce chapitre a suscité une augmentation nette de 2,5 millions de dollars du déficit actuariel et une augmentation nette du coût normal de 0,6 % de la masse salariale ouvrant droit à pension.

(i) Mortalité des rentiers et des conjoints survivants

L'hypothèse de mortalité n'a pas réellement été modifiée depuis la dernière évaluation, car il n'y a pas eu d'écart important entre la mortalité observée et prévue entre 1989 et 1991.

Toutefois, pour la présente évaluation, nous avons révisé la baisse prévue des taux de mortalité en utilisant une version modifiée de l'échelle de projection H de la Society of Actuaries. Les facteurs de correction appliqués aux hommes de 55 à 91 ans et aux femmes de 56 à 85 ans sont un peu plus élevés que ceux de l'évaluation précédente. Des échantillons des facteurs d'amélioration figurent aussi au tableau 20 de l'annexe 2. Tout compte fait, la révision des hypothèses de mortalité des rentiers et des conjoints survivants a ajouté 3,8 millions de dollars au déficit actuariel et majoré le coût normal total de 0,7 % de la masse salariale ouvrant droit à pension.

(ii) Mortalité des parlementaires

La Table GAM 1983 a été maintenue. Cependant, pour la première fois, nous avons décidé d'appliquer ici la même approche que dans le cas des rentiers, c'est-à-dire de supposer qu'il y aurait baisse de mortalité, ce qui a réduit le déficit actuariel de 1,3 million de dollars et réduit le coût normal de 0,1 % de la masse salariale ouvrant droit à pension. Ces réductions nettes résultent principalement de la réduction anticipée des prestations de survivants.

b) Taux de départ (Chambre des communes)

Dans le rapport précédent, nous avons appliqué des taux distincts de départ volontaire et involontaire aux députés. Les taux de départ involontaire correspondaient au produit de la probabilité d'une élection générale et de la probabilité que le député ne soit pas réélu; les départs volontaires s'entendaient des départs pour tout motif autre que le décès ou la non-réélection. Les départs volontaires s'entendaient donc de tous les départs, sauf de ceux consécutifs à une élection générale ou résultant d'un décès. On supposait que ces taux s'appliquaient à toutes les années. Selon les données réelles pour 1989 à 1991, les taux prévus de départ volontaire établis en 1988 étaient beaucoup trop élevés. En fait,

3 membres ont quitté au cours de cette période alors que 16 départs étaient prévus. Nous avons constaté que les départs volontaires étaient plus nombreux pour les années d'élection générale, ce qui explique l'écart important étant donné qu'il n'y a pas eu d'élection générale au cours de cette période. Les gains réalisés depuis la dernière évaluation au chapitre des deux types de départ totalisent 0,1 et 1,1 million de dollars respectivement.

C'est pourquoi nous avons décidé de réviser la définition des départs dans le cas des députés. Dans le présent rapport, nous appliquons une série de taux de départ aux années d'élection générale et une autre série de taux aux autres années.

(i) Taux de départ à l'égard une année d'élection générale

Le taux de départ pour une année d'élection générale correspond au produit de la probabilité de la tenue d'une élection et de la probabilité que le député quittera au cours d'une année d'élection. Les départs pour une année d'élection englobent tous les départs, sauf les décès.

Après avoir étudié les données réelles pour les périodes de 1981 à 1991 et de 1963 à 1991, nous avons conclu que les taux de départ imputables à des facteurs autres que les décès et la non-réélection affichaient une tendance à la baisse. Les données observées pour la période de 1963 à 1991 ont été analysées selon l'âge et les années de service, et nous avons conclu que les taux fondés sur l'âge correspondaient davantage aux données observées. Les tendances récentes ont été rendues plus crédibles par l'application d'un facteur de pondération de 50 % aux données observées pour les périodes de 1963 à 1991 et de 1981 à 1991. Les probabilités résultantes figurent au tableau 18 de l'annexe 2.

(ii) Taux de cessation pendant une départ sans élection générale

Ce taux correspond au produit de la probabilité de l'absence d'une élection générale au cours d'une année donnée par la probabilité que le député quittera au cours d'une année sans élection générale. Les départs pour une année sans élection générale englobent tous les départs, sauf les décès.

À l'aide des données observées pour la période entre 1963 et 1991, nous avons calculé les probabilités selon les états de services. Conformément aux tendances observées dans le cas des départs autres que par suite d'un décès ou pendant une année sans élection générale, nous avons appliqué un facteur de pondération de 50 % aux données pour chacune des périodes de 1963 à 1991 et de 1981 à 1991. Les probabilités résultantes figurent au tableau 18 de l'annexe 2.

La révision de ces probabilités de départ a suscité une augmentation de 1,2 million de dollars du déficit actuariel et une réduction du coût normal de 0,2 % de la masse salariale ouvrant droit à pension.

c) Probabilité d'une élection générale

À ce propos, nous avons adopté la même approche que pour l'évaluation précédente : il s'agit d'une fonction du nombre d'années écoulées depuis l'élection précédente et de la question de savoir si cette dernière élection a entraîné la formation d'un gouvernement majoritaire ou minoritaire. Par suite de la mise à jour de ces hypothèses jusqu'en 1991, le déficit actuariel a diminué de 1,9 million de dollars et le coût normal de 0,7 % de la masse salariale ouvrant droit à pension.

d) Proportion laissant un conjoint admissible

Dans l'évaluation précédente, la proportion de parlementaires et de rentiers laissant au décès un conjoint admissible à une allocation de survivant s'appuyait sur les données de recensement de 1986 de Statistique Canada (c'est-à-dire sur la répartition de la population selon l'état matrimonial, le sexe et le groupe d'âge quinaire). La perte actuarielle réalisée entre les deux évaluations à la suite de l'utilisation de ces hypothèses a été de 0,1 million de dollars.

Pour la présente évaluation, les proportions supposées de parlementaires ou rentiers laissant un conjoint admissible sont fondées sur les données du recensement de 1991 publiées par Statistique Canada. Ces proportions sont légèrement inférieures pour les moins de 60 ans, et légèrement supérieure à compter de 60 ans, aux proportions correspondantes utilisées pour l'évaluation précédente. Ce changement a entraîné une augmentation du déficit actuariel de 0,8 million de dollars et une augmentation du coût normal de 0,1 % de la masse salariale ouvrant droit à pension.

e) Rentiers revenant au Parlement

Dans le rapport précédent, nous avons supposé qu'aucun rentier ne reviendrait au Parlement après avoir quitté la Chambre ou le Sénat. Or, entre 1989 et 1991, un rentier a été réélu à la Chambre et deux autres ont été nommés au Sénat. Le passif total libéré par ces anciens rentiers totalisait 2,7 millions de dollars, tandis que le passif imputable à ces nouveaux parlementaires était de 1,7 million de dollars, ce qui donne lieu à un gain net de 1 million de dollars (compte tenu de l'impact des intérêts).

H. Divers

Tel que mentionné à l'introduction, nous ne tenons plus compte des prestations versées aux sénateurs nommés à vie ou à leur égard. Ceci a réduit le passif actuariel de 3,2 millions de dollars et a augmenté le coût normal de 0,6 % de la masse salariale ouvrant droit à pension.

Dans l'évaluation précédente, la méthode de calcul du passif lié aux prestations acquises par le Premier ministre intégrait la valeur actuarielle de ses cotisations futures à l'actif et celle de ses prestations, au passif. Or, ces prestations sont établies à taux fixe; elles ne sont donc pas réputées gagnées au fil d'un certain nombre d'années. Pour la présente évaluation, nous avons établi le coût normal et le passif actuariel comme si les prestations étaient gagnées de façon progressive et uniforme tout au long du mandat prévu du parlementaire. Ce changement a entraîné une hausse de 0,2 million de dollars du passif actuariel et une augmentation négligeable du coût normal.

Des améliorations aux méthodes d'évaluation ont également réduit le déficit actuariel de 1,8 million de dollars.

D'autres facteurs ont engendré une perte nette résiduelle de 0,1 million de dollars.

XII. Données, remerciements et opinion actuarielle

Les données de base proviennent des dossiers de la Division de la comptabilité de la Direction de l'administration et du personnel du Sénat en ce qui concerne les sénateurs et de la division de la Chambre des communes du ministère du Perfectionnement des ressources humaines en ce qui concerne les députés et le premier ministre. Ces données ont été examinées pour ce qui est de leur cohérence, de leur corrélation et de leur vraisemblance en ce qui concerne les parlementaires, les rentiers et leurs survivants.

Les soldes du CARP et du CCR ont été obtenus du Bureau du contrôleur général du Canada.

Nous tenons à remercier ces trois bureaux de leur collaboration et de leur aide précieuse.

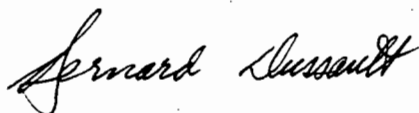
Les principaux artisans de cette révision actuarielle ont été Michel Rapin, F.S.A., F.I.C.A. et Laurie Brazeau, A.S.A., sous la direction de Claude Gagné, F.S.A., F.I.C.A.

À mon avis, pour les fins du présent rapport actuariel,

- les données sur lesquelles le rapport s'appuie sont suffisantes et fiables,
- les hypothèses utilisées sont convenables et appropriées,
- les méthodes utilisées sont conformes à de sains principes actuariels.

Cette opinion et ce rapport sont conformes aux principes actuariels généralement reconnus et aux Recommandations concernant l'évaluation des régimes de pension de l'Institut canadien des actuaires.

L'actuaire en chef,



Bernard Dussault, F.S.A., F.I.C.A.

Ottawa, Canada

Le 21 décembre 1993

ANNEXE 1

Résumé de la Loi sur les allocations de retraite des parlementaires (LARP)

Le résumé suivant des dispositions du régime tient compte des modifications apportées par le projet de loi C-55. En ce qui concerne le libellé des dispositions du régime avant ces amendements, on peut se référer au rapport d'évaluation précédent.

A. Définitions

«Indemnité de session» désigne la rémunération payable à un parlementaire, conformément aux articles 55 à 58 de la *Loi sur le Parlement du Canada*.

«allocation supplémentaire» s'entend de la rémunération payable à un parlementaire en qualité de premier ministre, de président, de ministre, de chef de l'opposition, de secrétaire parlementaire, etc.

«allocation de retraite de base» désigne,

(i) dans le cas d'un rentier :

le total des allocations de retraite et des allocations de retraite supplémentaires qui lui étaient versées sur le Compte des allocations de retraite des parlementaires (CARP) au moment de son décès ou auxquelles il aurait eu droit s'il avait atteint l'âge de 60 ans immédiatement avant son décès;

(ii) dans le cas d'un parlementaire :

le total des allocations de retraite et des allocations de retraite supplémentaires payables sur le CARP auxquelles il aurait eu droit s'il avait cessé d'être un membre et avait atteint l'âge de 60 ans immédiatement avant son décès.

Une «convention de retraite» est un mécanisme offrant des prestations de retraite qui ne peuvent être versées dans le cadre d'un régime de pension agréé (RPA). La principale différence entre un RPA et une convention de retraite est que cette dernière est assujettie à un impôt remboursable. En vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, 50 % de tous les montants portés au crédit du Compte de convention de retraite (CCR) chaque année (cotisations et intérêts) doivent être versés à Revenu Canada à titre d'impôt remboursable, alors qu'une somme représentant 50 % de toutes les prestations versées

par le régime aux parlementaires ou à leur égard sont remboursés au CCR par Revenue Canada.

«plafond des gains» d'un parlementaire relativement à une ou plusieurs sessions d'une année civile désigne la rémunération maximale ouvrant droit à pension (indemnité de session et allocations supplémentaires combinées) à l'égard de laquelle des prestations peuvent être acquises au cours de cette année civile dans le cadre d'un régime de pension agréé au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu*. Ce montant était de 86 111 \$ en 1992 et sera indexé à compter de 1996 au rythme de l'augmentation de la rémunération hebdomadaire moyenne pour l'ensemble des activités économiques.

«allocation compensatoire» allocation versée en vertu des modalités des conventions de retraite des parlementaires (partie II de la LARP).

«allocation compensatoire de base» désigne,

(i) dans le cas d'un rentier :

le total des allocations compensatoires et des allocations compensatoires supplémentaires qui lui étaient versées sur le compte de convention de retraite des parlementaires au moment de son décès, calculé comme si le rentier avait atteint l'âge de 60 ans immédiatement avant son décès;

(ii) dans le cas d'un parlementaire :

le total des allocations compensatoires et des allocations compensatoires supplémentaires payables sur le compte de convention de retraite des parlementaires auxquelles il aurait eu droit s'il avait cessé d'être un membre et avait atteint l'âge de 60 ans immédiatement avant son décès.

B. Admissibilité

Le présent rapport traite des cinq grandes catégories suivantes de participants :

1. les députés;
2. les sénateurs nommés après le 1^{er} juin 1965;
3. le Premier ministre, qui participe également au régime en qualité de député ou de sénateur;
4. les rentiers;
5. les conjoints et enfants survivants admissibles.

C. Dispositions du régime

1. Montants portés au crédit ou au débit des Comptes

(a) Cotisations des parlementaires

Les parlementaires doivent cotiser à l'égard de leur indemnité de session au taux indiqué au tableau 12. Ceux qui reçoivent des allocations supplémentaires peuvent accroître leur cotisation jusqu'à concurrence des taux indiqués au tableau 13, sauf s'ils choisissent de ne pas cotiser à l'égard des allocations supplémentaires.

Tableau 12

COTISATIONS DES MEMBRES À L'ÉGARD DE L'INDEMNITÉ DE SESSION

Groupe	Indemnité de session	
	jusqu'au plafond des gains ¹¹	au delà du plafond des gains
Députés		
Députés âgés de moins de 71 ans		
CARP	4 % pendant 15 ans 1 % par la suite	0 % 0 %
CCR	7 % pendant 15 ans 0 % par la suite	11 % pendant 15 ans 1 % par la suite
Députés âgés d'au moins 71 ans		
CARP	0 %	0 %
CCR	11 % pendant 15 ans 1 % par la suite	11 % pendant 15 ans 1 % par la suite
Sénateurs		
Sénateurs âgés de moins de 71 ans		
CARP	4 % pendant 25 ans 1 % par la suite	0 % 0 %
CCR	3 % pendant 25 ans 0 % par la suite	7 % pendant 25 ans 1 % par la suite
Sénateurs âgés d'au moins 71 ans		
CARP	0 %	0 %
CCR	7 % pendant 25 ans 1 % par la suite	7 % pendant 25 ans 1 % par la suite

¹¹ Les changements de taux après 15 ou 25 ans s'appliquent sans égard à l'âge. Ce changement peut s'appliquer à un certain point entre 15 et 25 ans pour un parlementaire allant d'une chambre à l'autre.

Tableau 13

**COTISATION DES MEMBRES À L'ÉGARD DES ALLOCATIONS
SUPPLÉMENTAIRES¹²**

Groupe	<u>Indemnité de session et allocations supplémentaires</u>	
	jusqu'au plafond des gains	au delà du plafond des gains
Parlementaires âgés de moins de 71 ans		
CARP	4 %	0 %
CCR	7 %	11 %
Parlementaires âgés d'au moins 71 ans		
CARP	0 %	0 %
CCR	11 %	11 %

Le Premier ministre doit aussi cotiser au CCR à raison de 7 % de son salaire comme Premier ministre.

(b) Cotisations pour service passé

Lorsqu'une personne cesse d'être parlementaire et recouvre ultérieurement son statut de parlementaire, elle peut choisir de cotiser au CARP et au CCR à l'égard de toute session antérieure au cours de laquelle elle était parlementaire. Le taux de la cotisation requise est fonction du moment du choix, comme l'indique le tableau suivant :

¹² Les députés et les sénateurs cotisent au même taux à l'égard des allocations supplémentaires.

Tableau 14

COTISATION DES MEMBRES À L'ÉGARD DU SERVICE PASSÉ

Moment du choix	Indemnité de session et allocations supplémentaires	
	jusqu'au plafond des gains	au delà du plafond des gains
Député		
À partir du 1^{er} janvier 1992		
Député âgé de moins de 71 ans		
CARP	4 %	0 %
CCR	7 %	11 %
Député âgé d'au moins 71 ans		
CARP	0 %	0 %
CCR	11 %	11 %
Avant le 1^{er} janvier 1992		
CARP	10 % ¹³	10 % ¹³
CCR	0 %	0 %
Sénateur		
À partir du 1^{er} janvier 1992		
Sénateur âgé de moins de 71 ans		
CARP	4 %	0 %
CCR	3 %	7 %
Sénateur âgé d'au moins 71 ans		
CARP	0 %	0 %
CCR	7 %	7 %
Avant le 1^{er} janvier 1992		
CARP	6 % ¹³	6 % ¹³
CCR	0 %	0 %

¹³ Taux de cotisation maximum exigés par la Loi. De plus, le parlementaire doit cotiser à raison de 1 % au compte des prestations de retraite supplémentaires (aux fins de l'indexation).

En outre, le parlementaire doit verser des intérêts sur ces cotisations, calculés au taux et de la manière prévus par les règlements de la Loi.

(c) Crédits de l'État

En conformité de la Loi, l'État cotise au régime en portant au crédit du CARP et du CCR, relativement à chaque mois, un montant égal au total que le Ministre estime nécessaire pour acquitter le service de toutes les allocations, prestations supplémentaires et autres prestations constituées à l'égard de ce mois.

À cela s'ajoute un montant représentant les intérêts sur le solde du CARP et du CCR, en application du règlement.

(d) Amortissement de tout déficit au titre du service antérieur au 1^{er} janvier 1992

Il a fallu estimer la valeur totale de toutes les allocations de retraite et des autres prestations accumulées en vertu de la Loi avant le 1^{er} janvier 1992. Tout déficit actuariel à cette date devait être amorti au moment et de la manière prévus par le ministre, mais sur une période d'au plus de quinze ans.

(e) Montants virés du CPRS au CARP le 1^{er} janvier 1992

La portion du solde du Compte des prestations de retraite supplémentaires (CPRS) au 1^{er} janvier 1992 qui était liée aux parlementaires a été portée au crédit du CARP à cette date.

(f) Montants virés du CARP au CCR le 1^{er} janvier 1992

Les cotisations du Premier ministre et l'intérêt couru ont été virés au CCR le 1^{er} janvier 1992.

(g) Paiements ou remboursements d'impôt sur le revenu

Pour chaque année civile, un montant égal à l'impôt net calculé à la fin de l'année, est porté au débit ou au crédit du CCR selon que cet impôt est payable en vertu du paragraphe 207.7(1) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* ou remboursable en application du paragraphe 207.7(2) de ladite loi.

(h) Déficit actuariel futur

Si un rapport actuariel ultérieur fait état d'un déficit actuariel, le ministre devra créditer le montant qu'il juge nécessaire pour financer intégralement les prestations, amorti sur une période d'au plus de quinze ans.

2. Allocations

(a) Allocation de retraite et allocation compensatoire

Le parlementaire a droit à une allocation annuelle lorsqu'il met fin à sa participation après avoir cotisé au régime pendant au moins six ans. La partie de cette allocation annuelle provenant du CARP s'appelle allocation de retraite alors que la partie provenant du CCR s'appelle allocation compensatoire. Le montant annuel de l'allocation de retraite et de l'allocation compensatoire payable à un rentier correspond au résultat obtenu en multipliant son indemnité de session moyenne des six meilleures années par la fraction représentée par la somme de (i) et (ii), où :

(i) la somme des montants suivants :

- le produit obtenu en multipliant le taux d'établissement annuel indiqué au tableau 15 pour les allocations de retraite et compensatoires par le nombre d'années au crédit du parlementaire en raison des cotisations à l'égard de son indemnité de session en qualité de député, et
- le produit obtenu en multipliant le taux d'établissement annuel indiqué au tableau 16 pour les allocations de retraite et compensatoires par le nombre d'années au crédit du parlementaire en raison des cotisations à l'égard de son indemnité de session en qualité de sénateur;

toutefois, la somme de ces montants ne peut excéder 0,75;

Tableau 15

TAUX D'ÉTABLISSEMENT ANNUEL ET TYPE D'ALLOCATION RELATIVEMENT À L'INDEMNITÉ DE SESSION D'UN DÉPUTÉ

Période de service ouvrant droit à pension	Taux d'établissement annuel	Type d'allocation
Crédité avant le 1^{er} janvier 1992		
CARP	5 %	Allocation immédiate
CCR	0 %	
Crédité à compter du 1^{er} janvier 1992		
Indemnité de session jusqu'au plafond des gains		
Service établi lorsque le député avait moins de 71 ans		
CARP	2 %	Allocation différée à 60 ans
CCR	3 %	Allocation différée à 60 ans
	et 5 %	Allocation temporaire jusqu'à 60 ans
Service établi lorsque le député avait plus de 70 ans		
CARP	0 %	
CCR	5 %	Allocation immédiate
Indemnité de session au delà du plafond des gains		
CARP	0 %	
CCR	5 %	Allocation immédiate

Tableau 16

TAUX D'ÉTABLISSEMENT ANNUEL ET TYPE D'ALLOCATION RELATIVEMENT À L'INDEMNITÉ DE SESSION D'UN SÉNATEUR

Période de service ouvrant droit à pension	Taux d'établissement annuel	Type d'allocation
Crédité avant le 1^{er} janvier 1992		
CARP	3 %	Allocation immédiate
CCR	0 %	
Crédité à compter du 1^{er} janvier 1992		
Indemnité de session jusqu'au plafond des gains		
Service établi lorsque le sénateur avait moins de 71 ans		
CARP	2 %	Allocation différée à 60 ans
CCR	1 %	Allocation différée à 60 ans
	et 3 %	Allocation temporaire jusqu'à 60 ans
Service établi lorsque le sénateur avait plus de 70 ans		
CARP	0 %	
CCR	3 %	Allocation immédiate
Indemnité de session au delà du plafond des gains		
CARP	0 %	
CCR	3 %	Allocation immédiate

- (ii) le produit obtenu en multipliant le taux d'établissement annuel indiqué au tableau 17 par le nombre d'années au crédit du parlementaire déterminé par la somme des ratios suivants : le taux de cotisation du membre au CARP et au CCR relativement aux allocations supplémentaires qui lui sont payables au cours d'une année civile et le taux de cotisation au CARP et au CCR relativement à l'indemnité de session (abstraction faite de la limite de 15 ou de 25 ans) au cours de cette année civile (aussi indiqué au tableau 17).

Tableau 17

TAUX D'ÉTABLISSEMENT ANNUEL ET TYPE D'ALLOCATION À L'ÉGARD DES ALLOCATIONS SUPPLÉMENTAIRES¹⁴

Période ouvrant droit à pension	Taux d'établissement annuel	Taux de cotisations pour indemnité de session ¹⁵	Type d'allocation
Crédité avant le 1^{er} janvier 1992			
CARP	5 %	10 %	Allocation immédiate
CCR	0 %		
Crédité à compter du 1^{er} janvier 1992			
Allocations supplémentaires et indemnité de session ne dépassant pas le plafond des gains			
Service établi lorsque le parlementaire avait moins de 71 ans			
CARP	2 %	4 %	Allocation différée à 60 ans
CCR	3 %	7 %	Allocation différée à 60 ans
et	5 %	7 %	Allocation temporaire jusqu'à 60 ans
Service établi lorsque le parlementaire avait plus de 70 ans			
CARP	0 %		
CCR	5 %	11 %	Allocation immédiate
Allocations supplémentaires et indemnité de session dépassant le plafond des gains			
CARP	0 %		
CCR	5 %	11 %	Allocation immédiate

14 Les députés et les sénateurs ont le même taux d'établissement.

15 Abstraction faite de la limite de 15 ou de 25 ans (voir note au bas du tableau 12).

Premier ministre

Le Premier ministre a droit à une allocation compensatoire relativement à son traitement à ce titre lorsqu'il met fin à sa participation après avoir cotisé en qualité de Premier ministre pendant au moins quatre ans. Le montant annuel de cette allocation compensatoire, qui est payable à compter de la date où le membre met fin à sa participation ou atteint l'âge de 65 ans, selon celle de ces dates qui est postérieure à l'autre, correspond aux deux tiers du traitement annuel versé au Premier ministre à ce titre et à cette date.

(b) Allocation de survivant

Les allocations de survivant suivantes sont payables au moment du décès d'un parlementaire ou d'un rentier qui a satisfait aux exigences d'admissibilité à une allocation de retraite ou compensatoire :

(i) Parlementaires ou rentiers

- dans le cas d'un conjoint survivant admissible, trois cinquièmes de l'allocation de retraite de base et de l'allocation compensatoire de base du parlementaire ou du rentier¹⁶;
- tant que le conjoint admissible survit, dans le cas de chaque enfant de moins de 18 ans (ou d'un enfant âgé de 18 à 25 ans, s'il s'agit d'un étudiant à plein temps), un dixième de l'allocation de retraite de base et de l'allocation compensatoire de base du parlementaire ou du rentier¹⁶, jusqu'à concurrence de trois dixièmes;

si le conjoint admissible est décédé, dans le cas de chaque enfant de moins de 18 ans (ou d'un enfant âgé de 18 à 25 ans, s'il s'agit d'un étudiant à plein temps), deux dixièmes de l'allocation de retraite de base et de l'allocation compensatoire de base du parlementaire ou du rentier¹⁶, jusqu'à concurrence de huit dixièmes.

¹⁶ La définition de l'allocation de base figure à la section A de cette annexe.

(ii) Premier ministre

Une allocation est payable au conjoint survivant si le conjoint survivant avait qualité de conjoint alors que le parlementaire occupait le poste de Premier ministre, et si le parlementaire satisfait aux exigences d'admissibilité à l'allocation compensatoire en qualité de Premier ministre. L'allocation de survivant représente la moitié de l'allocation compensatoire que touchait le membre en qualité d'ancien Premier ministre au moment de son décès ou à laquelle il aurait été admissible si, immédiatement avant son décès, il avait cessé d'occuper le poste de Premier ministre et avait atteint l'âge de 65 ans.

Dans le cas d'un rentier, aucune allocation n'est payable à moins que le conjoint n'était marié au rentier lorsque ce dernier était encore parlementaire (cette disposition sera bientôt modifiée par le projet de loi C-55).

3. Indemnité de retrait

Si un parlementaire cesse d'avoir ce statut avant de satisfaire aux exigences d'admissibilité à une allocation de retraite ou compensatoire, ou s'il cesse d'être sénateur à la suite d'une déchéance ou est expulsé de la Chambre des communes, il a droit au remboursement de toutes ses cotisations ainsi que des intérêts, au taux prévu par règlement.

4. Indexation

Des rajustements de prestations correspondant aux augmentations de l'indice des prix à la consommation (IPC) s'appliquent aux allocations payables sur le CARP et le CCR aux rentiers et à leurs survivants.

La prestation rajustée, qui s'applique dès le début de chaque année civile, correspond au résultat obtenu en multipliant le montant de la prestation par la moyenne de l'IPC pour la période de 12 mois se terminant le 30 septembre de l'année précédente, le tout divisé par la moyenne de la période correspondante se terminant un an plus tôt.

Bien que les prestations au survivant et les rentes d'invalidité soient indexées immédiatement, les allocations de retraite et compensatoires des parlementaires ne le sont qu'à l'âge de 60 ans, mais elles sont alors majorées pour tenir compte de l'augmentation cumulative depuis le commencement de la période de versement de l'allocation de retraite.

5. Dispositions générales

a) Prestations minimales

Si un parlementaire ou un rentier décède sans laisser de survivant admissible, ou si le survivant décède, le montant représentant l'excédent des cotisations du parlementaire, sur toutes les rentes qui ont été payées au rentier ou aux survivants admissibles est versé à sa succession.

b) Suspension de l'allocation

Une allocation payable à un rentier est suspendue à l'égard de tout mois au cours duquel il est parlementaire pour une quelconque partie.

c) Taux d'intérêt pour le calcul d'un montant forfaitaire

Le taux d'intérêt servant au calcul des indemnités de départ et des remboursements forfaitaires des indemnités de départ et des cotisations au titre du service antérieur est prescrit par règlement (présentement de 4 % par année).

d) Amortissement des montants forfaitaires

Tout paiement qu'un membre choisit de faire à l'égard de son service antérieur, y compris le remboursement d'une indemnité de retrait, peut être amorti au taux d'intérêt prescrit par règlement (présentement de 8 % par année).

e) Intérêt porté au crédit des comptes

Le taux de l'intérêt porté au crédit du CARP et du CCR est fixé par règlement (présentement de 2,5 % par trimestre). L'intérêt est crédité à la fin du trimestre sur le solde du début du trimestre.

Annexe 2 - Tableau 18

CHAMBRE DES COMMUNES : PROBABILITÉ DE DÉPART

Années de service complétées	Au cours d'une année sans élection	Âge au dernier anniversaire	Au cours d'une année d'élection
0	0,002	46 et moins	0,347
1	0,003	47	0,356
2	0,003	48	0,367
3	0,004	49	0,380
4	0,005	50	0,396
5	0,005	51	0,412
6	0,006	52	0,429
7	0,008	53	0,444
8	0,009	54	0,456
9	0,011	55	0,467
10	0,012	56	0,476
11	0,014	57	0,483
12	0,014	58	0,488
13	0,015	59	0,491
14	0,015	60	0,495
15	0,015	61	0,497
16	0,015	62	0,503
17	0,015	63	0,511
18	0,017	64	0,521
19	0,018	65	0,536
20	0,021	66	0,555
21	0,023	67	0,579
22	0,026	68	0,600
23	0,029	69	0,600
24	0,032	70	0,600
25	0,035	71	0,600
26 et plus	0,038	72 et plus	0,600

Annexe 2 - Tableau 19

CHAMBRE DES COMMUNES : PROBABILITÉ D'UNE ÉLECTION

Année	Probabilité d'une élection générale
1992	0,000
1993	1,000
1994	0,217
1995	0,100
1996	0,157
1997	0,465
1998	0,427
1999	0,221
2000	0,209
2001	0,325
2002	0,378
2003	0,304
2004	0,254
2005	0,289
2006	0,332
2007	0,320
2008	0,287
2009	0,288
2010	0,310
2011	0,315
2012	0,302
2013	0,295
2014	0,302
2015	0,308
2016	0,305
2017	0,300
2018	0,301
2019	0,305
2020	0,305
2021	0,303
2022	0,302
2023	0,303
2024	0,304
2025	0,303
2026	0,302
2027 et après	0,303

Annexe 2 - Tableau 20

ÉCHANTILLON DES TAUX DE MORTALITÉ DES MEMBRES, DES RENTIERS ET DES SURVIVANTS

Âge au dernier anniversaire	Taux de mortalité - 1992		Baisse annuelle du taux de mortalité (%)	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
25	0,0005	0,0002	0,10	0,50
30	0,0006	0,0003	0,50	0,75
35	0,0008	0,0004	0,75	1,25
40	0,0012	0,0006	1,00	1,75
45	0,0020	0,0009	1,50	1,75
50	0,0036	0,0015	1,50	1,50
55	0,0057	0,0023	1,30	1,50
60	0,0085	0,0039	1,30	1,50
65	0,0147	0,0065	1,30	1,50
70	0,0258	0,0116	1,25	1,50
75	0,0420	0,0224	1,25	1,45
80	0,0699	0,0398	1,20	1,45
85	0,1107	0,0669	0,90	1,05
90	0,1643	0,1107	0,55	0,70
95	0,2397	0,1874	0,10	0,30
100	0,3301	0,3102	0,00	0,00
105	0,4957	0,5169	0,00	0,00
109	1,0000	1,0000	0,00	0,00

Annexe 2 - Tableau 21

PROPORTION DE PARLEMENTAIRES ET DE RENTIERS MARIÉS AU DÉCÈS

Âge à l'anniversaire précédant le décès	Hommes	Femmes
25	0,261	0,481
30	0,530	0,678
35	0,816	0,828
40	0,827	0,822
45	0,853	0,816
50	0,858	0,806
55	0,861	0,785
60	0,851	0,733
65	0,837	0,653
70	0,820	0,544
75	0,781	0,409
80	0,711	0,271
85	0,604	0,156
90	0,462	0,079
95	0,334	0,049
100	0,247	0,045
105	0,152	0,023
109	0,033	0,004

Annexe 2 - Tableau 22

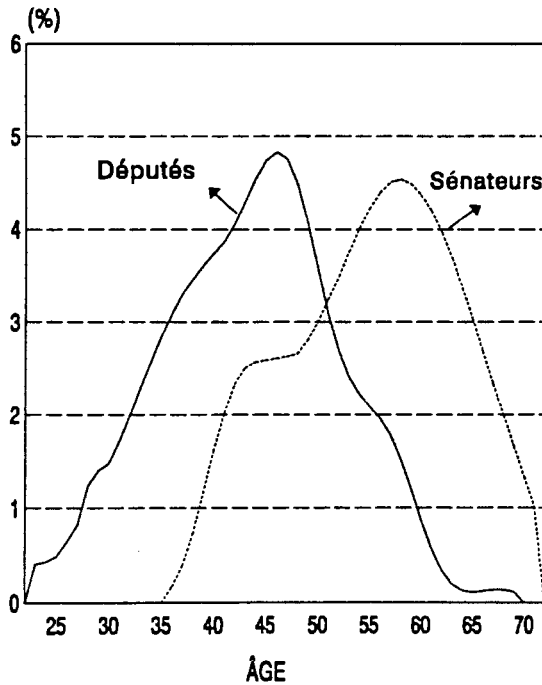
RÉPARTITION DES NOUVEAUX PARLEMENTAIRES

Âge au dernier anniversaire	Chambre des communes	Sénat	Touchant une allocation supplémentaire
20-24	0,0055	0,0000	,0000
25-29	0,0423	0,0000	0,0148
30-34	0,1006	0,0000	0,0607
35-39	0,1634	0,0245	0,1247
40-44	0,2054	0,1102	0,1896
45-49	0,2288	0,1327	0,2643
50-54	0,1401	0,1749	0,1962
55-59	0,0862	0,2215	0,1164
60-64	0,0215	0,1958	0,0333
65-69	0,0062	0,1169	0,0000
70-74	0,0000	0,0235	0,0000

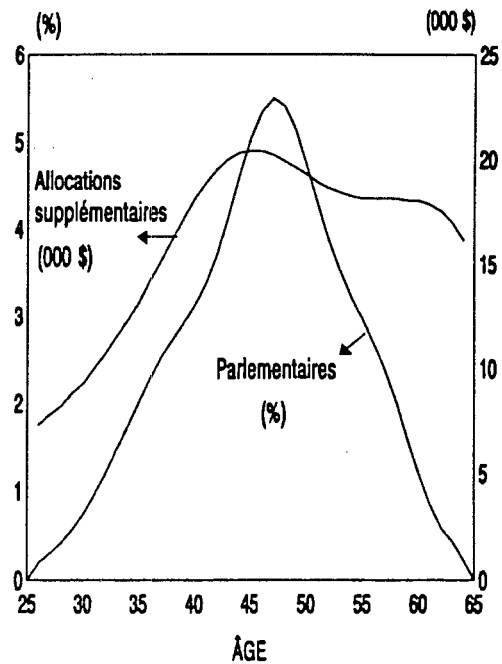
Graphique 6

RÉPARTITION DES NOUVEAUX MEMBRES

AU PARLEMENT



TOUCHANT UNE ALLOCATION SUPPLÉMENTAIRE



Annexe 3 - Tableau 23

SOMMAIRE DES PARLEMENTAIRES AU 31 DÉCEMBRE 1991

	Chambre des communes	Sénat
Nombre de parlementaires :	295	99
Âge moyen (au dernier anniversaire) :	50,9	61,5
Moyenne des états de service (années complétées) :	8,4	12,9
Total des indemnités de session :	18 998 000 \$	6 375 600 \$
Indemnité de session moyenne :	64 400 \$	64 400 \$
Parlementaires sans prestations dévolues :	122	29
Parlementaires avec prestations dévolues et dont la prestation est inférieure au plafond :	136	54
Parlementaires ayant droit à la prestation maximale ¹⁷ :	37	16
Indemnité de session totale des parlementaires dont la prestation est inférieure au plafond:	16 615 200 \$	5 345 200 \$
Nombre de parlementaires touchant une allocation supplémentaire ¹⁸ :	89	10
Total des allocations supplémentaires :	2 454 890 \$	140 500 \$
Allocation supplémentaire moyenne :	27 583 \$	14 050 \$

17 Ces parlementaires ne peuvent cotiser et constituer des prestations qu'à l'égard des prestations supplémentaires (indexation) et des allocations supplémentaires.

18 Il s'agit des allocations supplémentaires à l'égard desquelles les parlementaires versent des cotisations facultatives au CARP et au CCR.

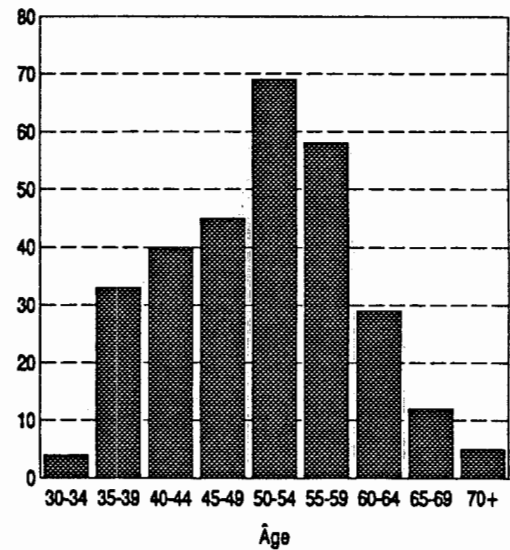
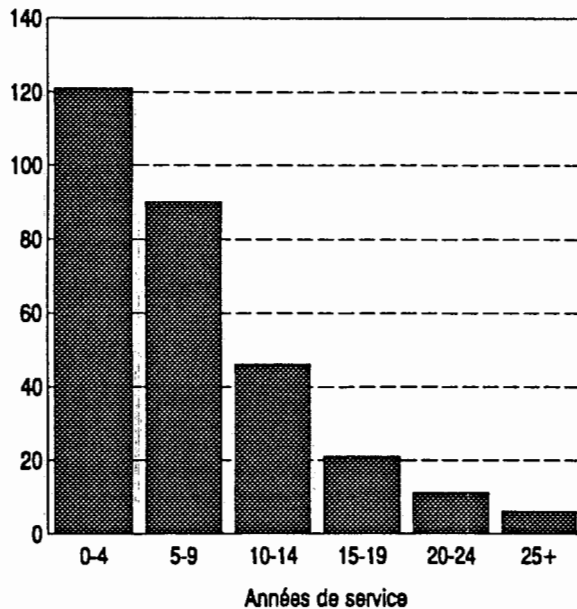
Annexe 3 - Tableau 24

DÉPUTÉS AU 31 DÉCEMBRE 1991

Âge au dernier anniversaire	Années de service complétées						Toutes les durées
	Hommes			Femmes			
	0-5	6-14	15+	0-5	6-14	15+	
30-34	2	1	0	0	1	0	4
35-39	18	13	0	1	1	0	33
40-44	21	12	1	5	1	0	40
45-49	17	20	2	6	0	0	45
50-54	20	29	8	5	7	0	69
55-59	12	29	10	3	4	0	58
60-64	7	9	10	2	1	0	29
65-69	1	6	2	1	2	0	12
70-74	1	0	3	0	0	0	4
75-79	0	0	0	0	0	0	0
80-84	0	0	1	0	0	0	1
Tous les âges	99	119	37	23	17	0	295

Graphique 7

DÉPUTÉS AU 31 DÉCEMBRE 1991



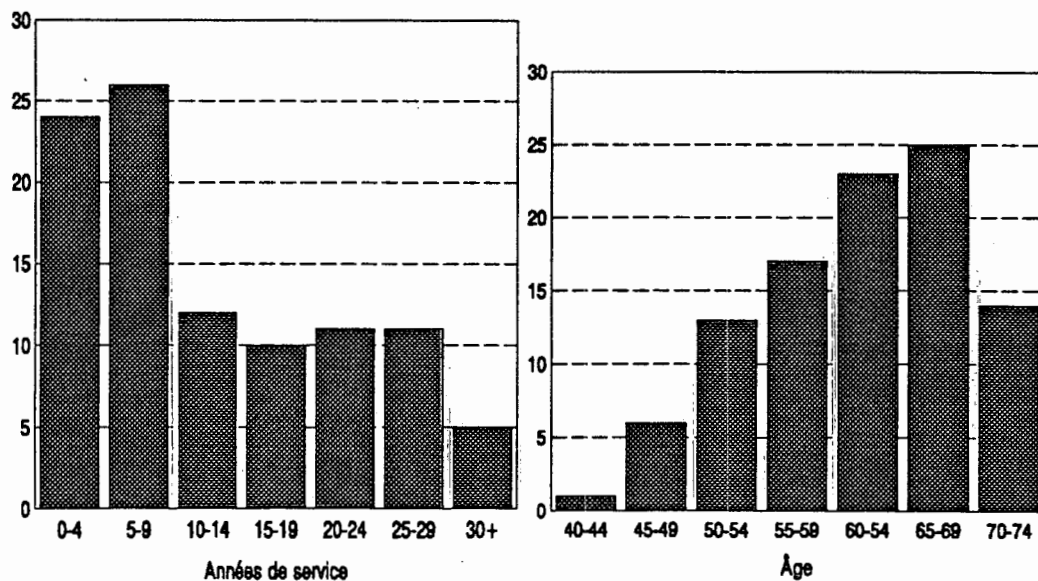
Annexe 3 - Tableau 25

SÉNATEURS AU 31 DÉCEMBRE 1991

Âge au dernier anniversaire	Années de service complétées						Toutes les durées
	Hommes			Femmes			
	0-5	6-24	25+	0-5	6-24	25+	
40-44	0	0	0	1	0	0	1
45-49	0	3	0	1	2	0	6
50-54	7	3	1	1	1	0	13
55-59	5	8	2	1	1	0	17
60-64	6	11	3	2	1	0	23
65-69	2	16	5	1	1	0	25
70-74	1	6	5	1	1	0	14
Tous les âges	21	47	16	8	7	0	99

Graphique 8

SÉNATEURS AU 31 DÉCEMBRE 1991



Annexe 4 - Tableau 26

SOMMAIRE DES PRESTATIONS AU 31 DÉCEMBRE 1991

	Nombre	Allocations annuelles \$	Indexation ¹⁹ \$	Total \$
Rentiers				
avec indexation différée				
Total :	73	1 859 629	648 896	2 508 525
Moyenne :		25 474	8 889	34 363
avec indexation immédiate				
Total :	244	3 953 080	2 739 495	6 692 575
Moyenne :		16 201	11 227	27 429
Conjoints survivants avec indexation immédiate				
Total :	79	575 663	602 671	1 178 334
Moyenne :		7 287	7 629	14 916
Enfants survivants avec indexation immédiate				
Total :	4	4 911	3 457	8 368
Moyenne :		1 228	864	2 092
Tous les prestataires (sauf l'indexation différée)				
Total :	400	6 393 283	3 345 623	9 738 906
Moyenne :		15 983	8 364	24 347

¹⁹ Les prestations indexées comprennent l'augmentation qui a pris effet le 1^{er} janvier 1992.

Annexe 4 - Tableau 27

RENTIERS AU 31 DÉCEMBRE 1991

Âge au dernier anniversaire	Nombre	Allocations annuelles \$	Indexation ²⁰ \$	Total \$
35-39	1	22 227	8 423 ²¹	30 650
40-44	4	97 379	24 805 ²¹	122 184
45-49	16	422 817	122 891 ²¹	545 708
50-54	24	554 194	202 338 ²¹	756 532
55-59	28	763 012	290 439 ²¹	1 053 451
60-64	45	1 008 943	428 474	1 437 417
65-69	60	1 011 627	709 658	1 721 285
70-74	49	811 703	548 441	1 360 144
75-79	45	655 368	423 741	1 079 109
80-84	31	357 772	385 860	743 632
85-89	13	105 670	235 293	340 963
90-94	1	1 997	8 028	10 025
Total	317 ²²	5 812 709	3 388 391	9 201 100

Âge moyen (au dernier anniversaire) : 67,5 ans
Rente moyenne (excluant l'indexation différée) : 26 979 \$

20 L'indexation des prestations comprend l'augmentation qui a pris effet le 1^{er} janvier 1992.

21 Indexation cumulée mais non payable avant l'âge de 60 ans.

22 De ce total de rentiers, 15 sont des femmes.

Annexe 4 - Tableau 28

CONJOINTS SURVIVANT AU 31 DÉCEMBRE 1991

Âge au dernier anniversaire	Nombre	Allocations annuelles \$	Indexation ²³ \$	Total \$
40-44	1	8 878	5 347	14 225
45-49	1	3 985	6 023	10 008
50-54	2	21 526	5 841	27 367
55-59	1	3 349	3 842	7 191
60-64	6	61 669	52 069	113 738
65-69	9	114 770	50 061	164 831
70-74	21	143 151	156 478	299 629
75-79	17	93 820	147 896	241 716
80-84	16	114 884	146 122	261 006
85-89	3	3 662	12 097	15 759
90-100	2	5 969	16 895	22 864
Total	79 ²⁴	575 663	602 671	1 178 334

Annexe 4 - Tableau 29

ENFANTS SURVIVANTS AU 31 DÉCEMBRE 1991

Âge au dernier anniversaire	Nombre	Allocations annuelles \$	Indexation ²³ \$	Total \$
0-17	1	664	1 004	1 668
18-24	3	4 247	2 453	6 700
Total	4	4 911	3 457	8 368

23 L'indexation des prestations comprend l'augmentation qui a pris effet le 1^{er} janvier 1992.

24 Uniquement des veuves, dont l'âge moyen (au dernier anniversaire) est de 73,6 ans et la prestation moyenne de 14 916 \$.